

1<sup>er</sup> mars 2008

## **LA FRANCE ET LE MONDE AUJOUR'HUI**

Par Jacques Andréani

### **I NATION FRANCAISE, IDENTITE FRANCAISE, EXCEPTION FRANCAISE**

#### **A/ QU'EST-CE QU'EST QUE LA NATION FRANCAISE ?**

La France est une nation ancienne, dont le visage s'est dessiné au cours d'une longue histoire. A l'échelle des grands ensembles d'aujourd'hui, c'est une nation moyenne, mais consciente de son passé, sûre de son identité et nullement prête à y renoncer. C'est un pays de plus de soixante millions d'habitants, à un moment où douze autres en comptent plus de cent millions et deux dépassent le milliard. La France est la seule nation en Europe dont le taux de natalité permet de maintenir le nombre de ses habitants. Par son revenu, la France est la sixième nation du monde, après les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume Uni et la Chine. Son revenu par tête, qui mesure le niveau de vie de ses habitants, est égal à 77% de celui des Etats-Unis et la situe dans la moyenne de l'Union Européenne, derrière le Royaume-Uni et un peu au dessus de l'Allemagne et de l'Italie. Si l'on peut imaginer un classement des Etats en fonction de leur rôle dans le monde, la France, comme membre permanent du Conseil de Sécurité et du « G8 », peut être considérée comme figurant dans le groupe de tête, ce qui est significatif au moins comme symbole d'influence. De même, son appartenance au groupe des cinq nations qui détiennent des armes nucléaires sans infraction au traité de non prolifération, si elle ne fait pas de la France une nation militaire comparable aux Etats-Unis, lui procure à la fois un signe de la puissance et un instrument indiscutable de sa sécurité.

L'espace français est de taille moyenne. Le territoire a une étendue du même ordre que les autres nations européennes. Il est à la fois maritime et continental. Il se

caractérisé par la modération de son climat et la variété de ses paysages. Ces traits conviennent au caractère des Français, opposés à tous les excès. Ils sont des adeptes de la modération, qu'ils aiment appeler « la mesure » - expression-clé de bien de leurs écrivains : Montaigne, Descartes, La Fontaine. Heureux de la forme assez régulière de leur territoire, ils aiment à le nommer « hexagone », ce qui sous-entend peut-être qu'ils préfèrent y demeurer à l'abri que de s'aventurer dans des environnements plus hasardeux. Pourtant Dieu sait combien de Français se sont lancés, jusqu'à aujourd'hui, dans des explorations incertaines à travers les cinq océans.

La France et l'Angleterre sont les nations européennes qui se sont formées les premières et qui ont créé un pouvoir central fort. De cette commune naissance en tant qu'États découle peut-être une certaine parenté entre elles et de là vient aussi sans doute leur rivalité de plusieurs siècles – dont l'un des derniers épisodes marquants fut leur affrontement au moment où les colonies d'Amérique, avec le soutien de la France, se sont soulevées contre le monarque anglais et ont gagné leur indépendance.

La France s'est donné très tôt des structures étatiques. Elle a défendu son autonomie contre l'autorité des papes et des empereurs. Elle a bâti une société homogène, sans aspérités, où les allégeances particulières – féodales, religieuses, locales, corporatives – étaient placées sous la dominance de l'autorité centrale. Ce travail d'homogénéisation a été mené sans relâche par les rois et continué par la République issue de la Révolution de 1789. Cette Révolution a été préparée au XVIII<sup>e</sup> siècle par les « Lumières ». Les philosophes ont sapé tout à la fois le pouvoir royal et les corps religieux et féodaux qui le contestaient. Ils ont préparé l'avènement d'une société bourgeoise, libérale et laïque. Celle-ci a considéré la Nation comme le cadre qui remplacerait l'allégeance religieuse et monarchique d'autrefois.

On considère parfois comme singulier l'attachement de la France à ce qu'elle appelle « laïcité », forme particulièrement rigide de ce que les Américains nomment « sécularisme », c'est-à-dire du bannissement des religions de la vie publique. Il y a un peu plus d'une centaine d'années, ce concept a permis au régime républicain de se défendre contre des forces hostiles soutenues par l'Église catholique, qui n'avait accepté, ni la démocratie, ni les enseignements de la science. Depuis lors, cette querelle s'est apaisée. L'école républicaine a formé une masse humaine lisse et compacte. Les particularismes religieux, régionaux, locaux ou autres étaient effacés. La République avait accompli le rêve des rois de France : Il n'y avait plus rien de

significatif entre le citoyen et l'Etat. L'Etat s'adressait directement à l'individu. Il ne voulait connaître, ni sa race, ni sa religion, mais seulement son identité physique et sa qualité de citoyen. D'autres pays étiquettent les hommes en fonction de leur appartenance ethnique et dialoguent avec les représentants de ces groupes. Les Français objectent à de telles pratiques. Ils ont du mal à accepter que la France pourrait être une collection de communautés ou une fédération de religions.

La fusion des Français d'origines diverses en un corps homogène a été une œuvre de longue haleine. La France est un pays d'immigrés, à un degré moindre bien sûr que les Etats-Unis, mais de façon très significative. La fusion de cette population hétéroclite ne s'est pas faite toute seule. Elle a été effectuée par l'Etat, dans un travail délibéré, auquel a notamment travaillé l'école publique.

L'historien français Michelet a écrit : « La France, ce sont des France différentes qui ont été cousues ensemble. » Il dit aussi que c'est « la France française », c'est-à-dire la France autour de Paris, qui a fini par s'imposer au reste du pays. L'unité n'a pas été obtenue sans une action énergique du pouvoir central.

Les enfants français d'autrefois voyaient leur patrie comme un personnage. « La Princesse des contes », écrit de Gaulle à la première page de ses Mémoires. Ce personnage allégorique représentait une nation, et aussi un Etat. La France, qui n'était ni fédérale ni ethnique, était l'expression parfaite du concept d'Etat-Nation. Dans ce couple, c'était l'Etat qui était l'élément dominant. C'était l'Etat qui avait fait la nation.

Un autre aspect de l'identité française est l'association entre le particularisme national, base de l'attachement à une nation (J'aime mon pays, et pas un autre, en tout cas pas de la même manière) et l'universalisme. (Ce en quoi je crois est potentiellement valable pour tous les peuples.) La France croit à la valeur universelle des principes sur lesquels elle est fondée. Elle se sent appelée à délivrer à toute la planète le message des droits de l'homme. On peut dire que c'est en grande partie un mythe, mais ce mythe a fonctionné, en alimentant chez les étrangers l'aspiration à l'immigration et chez les Français de toutes conditions la croyance en la promotion sociale fondée sur le mérite. Aujourd'hui encore, malgré la dégradation des situations réelles, il existe une confiance et une espérance. Il y a, à côté du « rêve américain », un « rêve français ».

## **B/ LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS :**

## DEUX NATIONS PROCHES ET OPPOSEES

La France et les Etats-Unis sont des nations d'exception et elles se considèrent comme telles. La croyance des Américains en leur singularité a un aspect religieux. Ils se voient comme un peuple choisi, comme « la cité sur la colline ». Ils sont une nation morale, qui cherche à accomplir le Bien. Les Français, eux, sont du côté du rationnel plus que du religieux. Tandis que les Américains se glorifient d'être les plus moraux, les Français s'imaginent comme les plus intelligents. Peut-être que les uns et les autres ont raison ? Peut-être que les uns et les autres se trompent ?

Français et Américains sont anxieux les uns et les autres de savoir ce que l'on pense d'eux en dehors de leurs frontières. Quelle est leur image ? Sont-ils aimés ? Comment serait-il possible qu'ils ne le fussent pas ?

Entre Français et Américains, il y a une belle histoire d'amitié et d'alliance. La France a aidé puissamment l'indépendance des Etats-Unis parce que les idées de liberté étaient populaires - et aussi, disons-le, parce qu'il était dans son intérêt d'affaiblir l'Angleterre, sa rivale. La Révolution française de 1789 et la guerre d'indépendance américaine sont deux chapitres proches d'une même histoire : des idées voisines, formulées en des termes peu différents – on le voit en comparant la Déclaration d'Indépendance de 1776 et la Déclaration française des Droits de l'homme de 1789 ; des acteurs dont certains sont les mêmes : Lafayette, Franklin, Jefferson, Thomas Payne. De cette histoire glorieuse, il reste de beaux souvenirs : L'amitié entre Washington et le jeune Lafayette, la victoire commune à Yorktown, la défense constante de la Révolution française par Jefferson, une entente sur la valeur universelle de la démocratie libérale.

Il y a eu, aussi, dès cette époque, des incompréhensions. Fiers du rayonnement de leur pays, les Français considéraient avec une supériorité sceptique la prétention des Américains, ces « nouveaux venus », à défendre face aux autres Etats leurs propres vues – comme la « doctrine de Monroe », la liberté des mers, la « porte ouverte » dans les territoires lointains - puis, un siècle plus tard, à intervenir dans les débats et les conflits entre puissances établies. Quant aux Américains, ils réagissaient avec une prévention certaine à la culture catholique dominante en France ; ils voyaient que le pays dont le roi était intervenu pour les libérer pratiquait la colonisation tout autant que le Royaume d'Angleterre, leur ancien maître. Ils

soupçonnaient la France de n'être pas débarrassée de l'esprit de corruption et d'intrigue des vieux Etats européens.

Ces idéaux qu'ils partageaient, ils ne les interprétaient pas de la même façon. L'Amérique mettait l'accent sur la liberté, la France sur l'égalité. L'Amérique croyait à la vertu de l'initiative individuelle, la France comptait sur l'Etat pour entraîner l'économie. Tocqueville a bien exprimé sa surprise devant la propension des Américains à se grouper spontanément pour s'occuper de la gestion des affaires locales, de l'éducation des enfants, la poursuite d'activités d'intérêt public – les arts, la science, les hôpitaux – que l'Etat ne prenait pas en charge, alors que la tendance des Français, c'était de tout attendre de l'Etat.

Cet Etat sur lequel les Français se sont toujours tant appuyés, il a été l'héritier des monarques absolus. Même depuis qu'il est devenu républicain, il a gardé longtemps, et d'une certaine façon jusqu'à aujourd'hui, quelques traces de l'esprit monarchique : le chef est supposé capable de trancher sur tous sujets, on ne conteste pas ses décisions, et l'on observe des attitudes courtoises de soumission et même de révérence vis-à-vis du chef de l'Etat. Cet aspect des choses s'est accentué depuis 1962, date à laquelle la Constitution a été amendée pour instituer l'élection du Président de la République au suffrage universel. Ajoutons qu'en dehors de la sphère étatique, dans certaines grandes entreprises par exemple, un solide principe d'autorité met les décisions du dirigeant suprême quelque peu à l'abri des éventuelles objections des ses collaborateurs, ce qui peut avoir pour inconvénient de brider le débat ouvert nécessaire à la bonne marche d'un ensemble humain diversifié et complexe.

Des préventions, des incompréhensions, ont jalonné l'histoire des relations franco-américaines. Elles ont constitué une trame qui s'est croisée avec le thème de l'amitié fondatrice et de la croyance commune aux valeurs démocratiques. On a vu aussi s'exprimer des reproches mutuels sur les dettes non payées, sur l'ingratitude. Les Français du XVIIIe siècle ont jugé que les Etats-Unis ne les avaient guère remerciés pour leur appui décisif dans la guerre d'indépendance. Le peuple français a fait cadeau de la statue de la Liberté au peuple américain, mais la chose a été à peine mentionnée aux Etats-Unis. La préférence de l'opinion française pour le Sud lors de la guerre civile et l'expédition du Mexique ne furent pas plus appréciées aux Etats-Unis que ne l'a été en France la guerre de 1898 contre l'Espagne. Mais c'est à partir du XXe siècle que le psychodrame de l'ingratitude va se jouer. En 1919, le système

wilsonien, sur lequel la France comptait pour assurer sa sécurité, fut désavoué par le Congrès. La France ne reçut pas les réparations dues par l'Allemagne et du coup refusa de rembourser les prêts de guerre consentis par les Etats-Unis. La défaite de la France en 1940 fut perçue par les Etats-Unis comme une sorte d'abandon. Vichy et l'antisémitisme suivirent. Dans l'après guerre, à chaque fois qu'une querelle s'élèvera, les milliers d'Américains tombés en 1917 en Champagne et en 1944 en Normandie seront évoqués dans l'opinion américaine à l'appui de l'accusation d'« ingratitude française ».

Si ces thèmes de la gratitude et de l'ingratitude sont présents entre la France et les Etats-Unis, c'est qu'il ne s'agit pas de n'importe quels pays. C'est que, pour une large part, ces relations sont de l'ordre du sentiment. Il y a la fraternité d'armes de 1781, de 1917 et de 1944. C'est entre amis proches qu'on se querelle le mieux.

### **C/ QUE VEUT-ON DIRE QUAND ON PARLE D'« IDENTITE FRANCAISE » ?**

Il n'y a rien de mal à être différent des autres. La France présente des traits spécifiques, qui résultent de la manière dont la nation s'est formée. Certaines caractéristiques de la nation française n'appartiennent qu'à elle, tandis que d'autres caractérisent aussi d'autres nations. Par exemple, la France ne se définit pas par des particularités ethniques ou raciales. Il n'y a pas de race française. A la limite, tout homme peut être français. Ce trait est commun à la France et aux Etats-Unis. Autre exemple : La France croit volontiers qu'elle a pour mission dans le monde de faire partager les valeurs sur lesquelles elle est fondée. Voilà encore une ambition française que, de leur côté, les Américains nourrissent. Proximité de points de vue, mais aussi occasion de rivalité.

Lorsque l'on parle d'identité française, on veut dire tout simplement que la France est différente des autres et qu'elle ne le regrette nullement. Bien évidemment ses citoyens savent qu'ils font partie du monde et que les différences impliquent la nécessité d'ajustements réciproques, chacun tenant compte des autres.

L'attachement de la France à son identité est parfois mal compris chez les autres peuples. Il est souvent caricaturé. « Les Français, entend-on parfois, ne peuvent rien faire comme les autres. Ils ne vivent pas assez dans le monde actuel, ils se croient toujours dans la gloire de leur passé. Ils ont de leur capacité d'influence

dans le monde une appréciation démesurée. » On peut admettre en effet que les Français se font parfois du statut de leur pays une idée exagérée. Mais l'expérience des épreuves traversées, l'idée d'un destin national, la croyance dans les vertus spécifiques de la France, constituent des atouts immatériels qui peuvent jouer au-delà des facteurs matériels que sont la richesse et la force. Tout cela se nomme patriotisme. Chaque pays a le sien. Et Dieu sait si le patriotisme américain est solide. Si l'on peut reprocher quelque chose aux Français d'aujourd'hui, c'est plutôt un manque de confiance en eux qu'une passion pour la « grandeur ».

Chaque nation a donc son visage. Celui de la France est très reconnaissable. Cette spécificité apparaît avec plus de force dans les périodes où se dessine un mouvement mondial d'unification. C'était le cas au XIXe siècle, avec la première mondialisation, celle par rapport à laquelle c'était l'Angleterre, et non pas encore les Etats-Unis, qui jouait le rôle de pays modèle. Ce fut le cas pendant la guerre froide, à l'échelle de l'Alliance rassemblée sous le « leadership » des Etats-Unis. Un fort conformisme régnait à l'intérieur de cet ensemble. La France s'était trouvée incluse dans cette conformité, mais non sans une forte mauvaise humeur. De la même façon, aujourd'hui, la force irrésistible de la mondialisation est un fait que la France ne peut pas nier, mais qui ne lui inspire aucune joie.

La France demande le respect de son identité, c'est-à-dire qu'elle a du mal à supporter qu'on la pousse à adopter des manières de faire contraires à ses principes et à ses préférences.

L'identité française est profondément enracinée dans l'histoire du pays. A l'école et dans les familles, le visage de la France, c'était la figure des grands héros d'autrefois. Le Français cherche toujours une référence au passé, où il trouve des vertus, des exemples, une inspiration. Cela ne veut pas dire que, de ce passé, il soit prisonnier.

Les Français attachent du prix à l'expérience, y compris celle des autres pays, alors que les Américains en minimisent la valeur. Deux exemples : Kennedy et de Gaulle se rencontrent en 1961. De Gaulle le met en garde à propos du Vietnam, où l'intervention américaine commence à se développer. Quelques années auparavant, la France avait tenté ce que les Américains veulent essayer à leur tour : Utiliser leur armée pour renforcer le gouvernement vietnamien et l'aider à venir à bout de l'insurrection communiste. Entreprise hautement difficile, dit De Gaulle, et qui peut mal se terminer pour l'Amérique. Croyez-en notre expérience. Kennedy n'est pas

sensible à cet avertissement. Pour lui, les deux situations sont radicalement différentes. Il pense que la guerre d'Indochine des Français, c'était la tentative de la France coloniale pour conserver sa domination sur un pays qui aspire à être libre, tandis que la guerre du Vietnam des Américains, c'est une nation libre, l'Amérique, qui veut faire à un peuple trompé par les communistes le cadeau de la démocratie. Kennedy aurait mieux fait d'écouter. Ce qu'il faut retenir, c'est que les Etats-Unis, parce qu'ils s'estiment fondamentalement différents et surtout meilleurs – démocratiques, inspirés par des intentions généreuses - ont parfois du mal à profiter de l'expérience des autres.

Deuxième exemple : En 1963 à Bagdad, à un haut fonctionnaire britannique qui dit que la situation actuelle rappelle l'insurrection irakienne des années 1920, où Chiites et Sunnites s'étaient alliés contre les occupants britanniques, son interlocuteur américain répond : « Vous, les Britanniques, vous n'avez que l'histoire à la bouche. Nous, l'histoire, nous la faisons. »

L'identité nationale de la France a une forte composante culturelle. La langue y occupe une place très importante.

Qu'est-ce qui définit le lien d'un citoyen américain avec sa patrie ? C'est l'attachement à la Constitution. Les Etats-Unis, c'est une Constitution. L'historien français Fernand Braudel écrivait : « La France, c'est la langue française. »

Héritiers d'une longue œuvre d'unification, les Français redoutent qu'elle se défasse et que les particularismes reprennent le dessus. Que ce soit en matière politique, culturelle ou économique, la décentralisation n'est jamais la préférence instinctive des Français et le fédéralisme encore moins. En France, on a affaire à un Etat qui ne se laisse pas aisément convaincre d'une diminution de ses responsabilités. Et on a affaire à un peuple auquel l'histoire a montré qu'en règle générale, au cours des siècles, le rôle moteur et organisateur de l'Etat central a été bénéfique pour la nation. Les vertus de la décentralisation sont incontestables. En matière économique, pour différentes raisons, l'Etat ne peut plus diriger comme avant. Il reste qu'en France la charge de la preuve est à celui qui préconise une réduction des responsabilités de l'Etat.

Pays volontiers guerrier, la France n'a pas été un pays conquérant. De Louis XIV à Napoléon, ses conquêtes se sont souvent mal terminées. Mais, comme l'a écrit Fernand Braudel, elle a toujours bien réussi dans ses propres limites. « Il y a un triomphe permanent de la vie française, dit-il, qui est un triomphe culturel, un



rayonnement de civilisation ». Ce rayonnement français émane toujours de Paris. Il y a une centralisation très ancienne de la culture française.

Ce rayonnement vient de Paris, mais il inclut nécessairement une interaction avec les autres pays. Braudel écrivait : « Il n'y a pas de civilisation française sans l'accession des étrangers. » Les grandes périodes françaises étaient des périodes dans lesquelles la culture était faite à Paris par un mélange d'intellectuels et d'artistes de nationalités diverses. Au XVIIIe siècle, l'Internet de l'époque, plus lent que celui d'aujourd'hui, reliait les philosophes français aux châteaux royaux et impériaux de Russie, de Prusse et d'Autriche. Ce que l'on appelle « les Lumières » était une entreprise multinationale, en tous cas certainement paneuropéenne. La même remarque est valable pour deux grandes périodes artistiques : celle des années 1850-1900 – l'impressionnisme et la suite – et 1900-1930, quand Russes, Allemands, Autrichiens, Italiens, Espagnols, et des Français aussi – ont formé ce que les Français ont appelé avec un orgueil parfaitement justifié « l'Ecole de Paris ». Notons qu'après 1940 ce rôle est passé de Paris à New York, qui l'a joué brillamment ; être le cœur de la vie artistique mondiale - autre point de similitude dans les ambitions de la France et des Etats-Unis ; autre sujet de rivalité.

## **D/ ETAT, ECONOMIE ET SOCIETE**

Le président Hoover avait coutume de dire : « Le business de l'Amérique, c'est le business. » Je ne suis pas sûr que l'on en aurait dit autant de la France.

Ce que nous avons dit d'une Amérique favorisant l'initiative individuelle et d'une France plus attachée au rôle moteur du pouvoir politique, suffit à comprendre que le premier pays était plus prêt que l'autre à se lancer dans l'aventure capitaliste.

Aux XVIIIe et XIXe siècles, lorsque la révolution industrielle s'est déployée, la France disposait de grands atouts : une population nombreuse, ayant atteint un haut niveau culturel, des connaissances scientifiques assez largement diffusées, des classes dirigeantes riches en capital. Elle en a profité. Mais la culture nationale était moins orientée vers l'activité économique que celle d'autres pays de même niveau, l'Angleterre par exemple. Dans l'échelle de valeurs traditionnelle que le passé monarchique avait transmise à la France moderne, le commerce et l'industrie n'occupaient pas la première place. C'est avec une touche de mépris que Napoléon parlait des Anglais comme d'une « nation de boutiquiers ». L'Etat était capable de

susciter la création de très grandes entreprises, comme par exemple celles qui ont construit et exploité les chemins de fer, assuré la navigation maritime, développé l'économie des colonies. Il n'a pas toujours su établir dans le pays une situation favorable à l'action spontanée de centaines d'entrepreneurs.

L'économie française a bénéficié de patrons audacieux et compétents, mais dans l'ensemble, le nombre de dirigeants d'entreprises capables de lui assurer les meilleures chances dans la compétition internationale a été relativement réduit. Tandis que les meilleurs entrepreneurs affrontaient avec de grands succès la concurrence à l'échelle du monde entier, une certaine partie d'entre eux s'abritaient derrière le monopole que leur assurait la colonisation de terres africaines et asiatiques.

L'économie française étant moins internationalisée que d'autres, elle a été moins dévastée par la crise de 1929. Mais elle a connu une stagnation qui n'était pas encore guérie à l'approche de la guerre de 1939. La France est parvenue à ce conflit avec une économie qui n'avait accompli, ni la mutation d'une activité partiellement rurale à une économie industrielle, ni l'accroissement de la dimension des entreprises, ni la transformation d'un capitalisme à dominance familiale en un système fondé sur un actionnariat large et ouvert sur l'étranger.

## **II LES DEUX GUERRES, LA DECOLONISATION ET LA MISE EN CAUSE DU STATUT DE GRANDE PUISSANCE DE LA FRANCE**

Comme d'autres pays européens, la France a subi au XXe siècle des épreuves tragiques. Les changements survenus dans le monde depuis 1914 ne lui ont pas été favorables. Le pays est passé par des années difficiles et a dû procéder à de grands efforts d'adaptation. Si l'on observe une longue période – 1914-2008 par exemple – on peut dire que ces efforts ont été en grande partie réussis. Dans certains domaines, ils ont coûté aux Français la renonciation à des aspects de leur culture auxquelles ils attachaient du prix.

En un peu plus d'un demi-siècle, la France a subi trois crises majeures. La première guerre mondiale, de 1914 à 1918, s'est conclue par la victoire, mais une victoire acquise à un prix terrible. La deuxième, de 1939 à 1945, a été marquée par

une défaite catastrophique en 1940 et par l'occupation du pays avant que les meilleurs des Français puissent se joindre à la victoire alliée. Dans les années cinquante et soixante, la décolonisation a amené, au travers de secousses très graves, la fin de la présence directe de la France sur les cinq continents.

### **A/ LA SAIGNEE DE 1914-1918**

La première guerre mondiale a occasionné une effroyable saignée démographique. Elle a tué un million quatre cent mille combattants, soit 3,5% de la population totale. L'Allemagne a perdu dans ces quatre années deux millions de militaires, soit un pourcentage un peu moindre. Mais les combats ayant pris place sur le sol français d'un bout à l'autre du conflit, la France a subi les destructions les plus graves et les pertes de vies civiles les plus nombreuses. La guerre a provoqué la ruine du pays. La France, pays épargnant, l'un des principaux créditeurs du monde, est devenue débitrice vis-à-vis de nombreux pays, en particulier des Etats-Unis. La guerre a causé l'appauvrissement des classes dirigeantes et la ruine des classes moyennes. Elle a laissé la France en proie à une dramatique insécurité. Le pays voyait que sa sécurité ne pouvait plus être assurée par ses seules forces nationales, et elle a vite compris que la Société des Nations créée à l'initiative des Etats-Unis, mais rendue inefficace par la non-participation des mêmes Etats-Unis, ne lui procurerait aucune garantie. Ce sentiment a été une source de trouble pour une France habituée depuis des siècles à survivre aux défis des puissances rivales.

Les pertes humaines avaient été si grandes qu'aucun « baby-boom » n'a accompagné le retour à la paix. La tendance démographique est restée plate. La France en 1939 ne comptait pas plus d'habitants qu'en 1914.

1914 a marqué une grave crise d'identité. L'impression que les souffrances n'étaient pas partagées de façon équitable a entamé la foi des Français dans l'esprit de responsabilité des élites. 1914 a aussi mis en question le patriotisme traditionnel. On avait espéré que cette guerre serait « la dernière des dernières », la guerre qui mettrait fin à toutes les guerres. Ceux qui ont combattu sont demeurés sceptiques vis-à-vis des propagandes et peu préparés à faire confiance aux politiciens. Sur les ruines et dans le deuil s'est développée une opinion pacifiste – phénomène nouveau dans ce pays patriote et plutôt militariste. Tout cela a préparé une partie de l'opinion

française à penser que le fait d'arrêter les conquêtes nazies ne valait pas une nouvelle guerre, et donc à cultiver l'esprit munichois.

L'Allemagne a connu dans ces années les mêmes troubles, qui chez elle ont débouché sur le nazisme. En France, l'inflation, la frustration des classes moyennes, la peur du communisme chez les possédants, la critique du régime parlementaire, le ressentiment envers les pays étrangers, n'ont pas été jusqu'à détruire la démocratie, mais ont laissé debout une démocratie faible, incertaine, attaquée par le pacifisme.

## **B/ LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET LA DECOLONISATION**

La défaite de la France en mai-juin 1940 fut stupéfiante par sa rapidité. Les armées françaises furent battues en cinq jours sur un terrain large de trente kilomètres et profond de vingt-cinq. Ce résultat fut obtenu par une force allemande formidablement concentrée, appliquant une stratégie de percée et d'exploitation d'une exceptionnelle audace. Au demeurant, il est cruellement erroné de dire, comme malheureusement on l'entend parfois aux Etats-Unis, qu'en 1940 les Français ne se sont pas battus. En témoigne le chiffre des pertes militaires : 100.000 officiers, sous-officiers et soldats tués dans les deux mois qui ont suivi le début de l'offensive allemande, ces chiffres ne sont pas ceux qui traduiraient l'inaction ou la débandade. Partout où ils ont été normalement commandés, les militaires français ont combattu courageusement.

La défaite de 1940, c'était l'effondrement d'une France qui ne s'était pas remise du choc de la première guerre mondiale et qui n'avait pas su s'adapter aux épreuves qui la suivirent. La France de cette époque était demeurée provinciale et en partie rurale dans un monde en profonde transformation. Elle avait assisté sans bien comprendre à une crise économique qui avait frappé le monde entier. Elle était profondément divisée, au point que certains se demandaient, en voyant la guerre s'approcher, si cela valait la peine de se battre. Elle avait vu s'accumuler les menaces des régimes fascistes sans oser se réarmer militairement ou s'opposer à eux diplomatiquement de peur de les provoquer, ceci d'autant plus qu'elle ne pouvait compter sur l'aide de ses alliés traditionnels, encore plus paralysés qu'elle.

Un nombre non négligeable de Français crurent à la parole de Pétain, l'un des chefs militaires victorieux en 1918, qui leur disait qu'il fallait arrêter le combat et

remplacer le régime parlementaire responsable de la défaite par quelque imitation édulcorée des modèles nazi et fasciste.

L'appel de de Gaulle et la participation des Français aux combats dans la résistance et dans la France libre ont permis que la France retrouve sa confiance en elle et soit présente à la victoire. Mais elle était ruinée et détruite bien plus encore qu'en 1918. Le pays avait une pente difficile à remonter. La tâche fut rendue malaisée par l'intensité des querelles entre partis. Le parti communiste avait sur tous sujets une position à part, et son attitude ne faisait que refléter la structure d'un monde qui se divisait en deux camps. La coalition antinazie ayant atteint son but, elle se brisait et l'affrontement de l'Union Soviétique avec les Etats-Unis et les autres pays démocratiques devenait une ligne de rupture qui scindait le monde entier.

Les événements complexes de la guerre mondiale ont été la source d'une série de malentendus franco-américains. La chute de la France en 1940 a causé un traumatisme aux Etats-Unis. L'aversion apparemment inexplicable de Franklin Roosevelt pour le Général de Gaulle s'apparente probablement au choc éprouvé par lui lors de l'effondrement soudain de la France, sur laquelle il comptait pour contenir l'Allemagne. Ce choc avait sans doute inspiré au Président la notion d'une irrémédiable carence de la France, et l'avait incité à s'opposer à tout rétablissement de ce pays dans son statut d'autrefois, rétablissement qui était précisément le but de toute la politique de de Gaulle.

Les Américains ont eu de la difficulté à comprendre les problèmes d'un pays occupé pendant plusieurs années par une armée ennemie, et où un gouvernement lié à l'occupant exerçait une autorité contestée. D'où l'un des mythes les plus dommageables à l'image de la France, les plus injustes aussi : Notre pays se serait montré incapable d'affronter la vérité sur son comportement sous Vichy et l'occupation allemande. Or les « collaborateurs » ont été dûment poursuivis et condamnés dans les quelques années qui ont suivi la libération de la France. Il est vrai que ni de Gaulle ni ses successeurs jusqu'à Jacques Chirac n'ont voulu reconnaître qu'aux forfaits nazis ont pris part, non seulement une poignée de traîtres égarés, mais aussi des institutions françaises, police et justice notamment, ainsi que le Président Chirac l'a admis en 1995. Mais l'idée que les Français n'ont pas voulu affronter les problèmes moraux posés par leur comportement pendant la guerre est parfaitement contraire à la vérité.

On crée par ailleurs un amalgame entre l'antisémitisme de Vichy et la politique étrangère française, qui a été de tout temps, de François Ier jusqu'à de Gaulle et Mitterrand en passant par Napoléon, amicale vis-à-vis des pays arabes, comme si cette recherche de bonnes relations avec le monde musulman signifiait une hostilité envers Israël et pouvait confirmer une suspicion d'antisionisme, voire d'antisémitisme.

La deuxième guerre mondiale a bouleversé l'ordre du monde en mettant en route l'élimination totale du système colonial. Avant 1939, la France, voyant que ses ressources ne lui permettaient plus de figurer parmi les plus grandes puissances, se consolait avec son « Empire colonial ». Ses colonies d'Afrique et d'Asie, ses protectorats et mandats en Afrique du Nord et au Proche Orient et la possession de l'Algérie ajoutaient à la population française une centaine de millions d'habitants ainsi que la disposition de matières premières et d'accès à tous les continents.

La perte de prestige consécutive à la défaite de 1940 a rendu difficile que la France maintienne son autorité. Les hommes des colonies s'étaient battus sous l'uniforme français entre 1939 et 1945, comme ils l'avaient fait en 1914-1918. Or, ils ne jouissaient pas pleinement des droits de citoyens français. Dans le climat libérateur de 1945, il était prévisible qu'ils réclameraient d'être traités sur un mode égalitaire. On avait invoqué les principes de liberté et d'égalité pour populariser le combat contre le nazisme. Comment ensuite maintenir dans l'Empire français un état de choses manifestement contraire à ces valeurs ? Ceci était pareillement vrai pour les autres puissances coloniales – Royaume Uni, Pays-Bas, Belgique. De la même façon, la contradiction entre la réalité du Sud des Etats-Unis et les principes au nom desquels ils avaient combattu les invitait à mettre fin à la ségrégation raciale.

Les troubles dans les possessions coloniales commencèrent dès 1945, se transmirent d'un territoire à l'autre, prirent la forme en Indochine d'une véritable guerre, qui fut perdue par la France, et ne s'achevèrent qu'en 1962 avec l'indépendance de l'Algérie, après une autre guerre non moins cruelle, qui mit durement à l'épreuve la cohésion de la nation.

La guerre d'Algérie a créé entre la France et son ancienne possession, où ont vécu pendant plusieurs générations près d'un million de Français, des relations d'une nature très spéciale. Le ressentiment algérien est profond. Les frustrations causées en France par la guerre d'Algérie ont contribué à l'émergence d'une extrême droite nationaliste.

Comment évaluer la perte par la France de ses possessions coloniales ? Les hommes avisés qui ont préconisé la décolonisation faisaient valoir que la fin du régime colonial, et notamment l'indépendance de l'Algérie, exonéreraient la France d'une charge écrasante qui divisait affreusement le pays et libéreraient son énergie pour la tâche qui déterminerait son avenir – la construction d'une Europe unie. Les nostalgiques regrettaient que la France, autrefois présente sur les cinq continents, se réduise à « l'hexagone » en un temps où triomphaient les grands ensembles. Ainsi réduite, la France n'avait plus selon eux la dimension qui lui permettrait de soutenir son rang de puissance importante, membre permanent du Conseil de Sécurité. La suite des événements a démenti ces prédictions et donné raison à ceux qui pensaient que la France, en perdant ses colonies, loin de se diminuer, se grandissait.

### **III LES EFFORTS FRANÇAIS D'APRES-GUERRE OU COMMENT REDEVENIR UNE PUISSANCE QUI COMPTE DANS LE MONDE**

Jusqu'en 1914, la France disposait d'une puissance respectable, à l'abri de laquelle les Français pouvaient profiter d'un mode de vie qu'ils estimaient être l'un des plus enviables du monde. Après les deux guerres mondiales et la décolonisation, elle se découvre comme une puissance moyenne dans un monde incertain. Elle se rend compte qu'elle ne parviendra pas à jouer à elle seule un rôle de premier plan. Elle sait aussi qu'il lui faudra à la fois rattraper les efforts de modernisation qui n'ont pas été menés de façon suffisamment énergique après la première guerre mondiale, et s'engager dans les nouvelles aventures techniques et industrielles qui se présentent : l'énergie nucléaire, les télécommunications modernes, l'informatique, l'espace et la biotechnologie.

En outre, la guerre froide qui naissait privait la France de la possibilité de poursuivre de manière autonome un projet pacifique universel. Elle était enserrée dans l'affrontement des blocs.

#### **A/ LA RECONSTRUCTION ET LA MODERNISATION**

L'état d'esprit des Français en 1945 était tout autre qu'en 1918. La fierté nationale fut restaurée par le leadership du Général de Gaulle et par le courage des résistants et des combattants de la France libre, ainsi que par l'héroïsme des Justes qui sauvèrent des juifs français et étrangers persécutés. Les Français eurent à nouveau foi dans leur avenir. Signal d'optimisme, le renouveau démographique d'après guerre fut plus marqué que celui des années vingt. La stagnation d'entre les deux guerres était oubliée.

La France a connu entre 1945 et 1975 une progression de son revenu national se montant en moyenne annuelle à près de 6%, avec cependant quelques déboires monétaires dus au déficit des comptes extérieurs, lui-même provoqué par une insuffisance chronique des exportations. D'autre part, la croissance n'a pas causé à l'époque d'aggravation des inégalités sociales. La France n'a pas été la seule à profiter durant cette période de circonstances aussi heureuses. Toute l'Europe occidentale a bénéficié de ce miracle.

La reconstruction et la modernisation de la France dans les vingt-cinq ans qui ont suivi la dernière guerre ont été bien conçues et bien exécutées.

La France a été aidée dans cette tâche par les Etats-Unis. Le plan Marshall a joué un rôle essentiel et il a été accompagné d'une politique originale visant à aider les entreprises européennes à accroître leur productivité et d'un encouragement à une coopération entre les pays bénéficiaires. En marge du plan Marshall, les Américains incitaient leurs alliés européens à s'unir.

L'Etat a joué un rôle essentiel dans ces efforts. Il disposait de mille moyens, par tout un jeu d'aides, de réglementations, d'autorisations, de dérogations, pour organiser une économie de pénurie, en tranchant de la répartition des matières premières et de l'énergie, des crédits bancaires, ainsi que des devises étrangères, en particulier celles qui provenaient de l'aide américaine. C'était le rôle du Commissariat au plan, dont le premier titulaire a été Jean Monnet. Ce plan n'avait rien de commun avec celui des Soviétiques. Il laissait intacte la liberté de décision des entreprises. Jouant sur le patriotisme des Français, le Général de Gaulle, les appelait à considérer le plan comme « une ardente obligation ». La cohésion de l'ensemble était facilitée par le fait que les grandes banques et les secteurs-clé de l'industrie et des transports avaient été nationalisées en 1945.

Le rôle de l'Etat fut décisif dans la modernisation des grandes infrastructures de base – transport ferroviaire, énergie, industrie sidérurgique, construction



aéronautique, fabrication d'armements, et, à une phase plus tardive, sous Valéry Giscard d'Estaing, télécommunications.

La volonté de modernisation poussa parfois les autorités politiques à faire du « mécano industriel » en favorisant des redécoupages, des fusions et des collaborations sous la promesse d'aides de l'Etat, et à promouvoir des « champions nationaux » dans les activités stratégiques. Ces politiques volontaristes connurent quelques échecs, comme celui du « plan calcul », conçu par de Gaulle pour fabriquer de toutes pièces une informatique française capable de rattraper l'avance des Etats-Unis. La politique industrielle de l'Etat remporta aussi des succès. C'est elle qui a rendu possible la création de grands groupes maîtrisant les techniques de pointe, comme Alstom ou Alcatel. C'est une politique d'inspiration semblable qui a permis, plus près de nous, la création d'Areva, l'une des toutes premières entreprises du monde dans le domaine de l'industrie nucléaire, et qui a conduit, en collaboration avec l'Allemagne, la concentration des capacités industrielles dans la construction aéronautique civile et militaire et la fabrication d'armements avec EADS.

Les Français n'ont pas oublié ce rôle de l'Etat dans la transformation de leur pays, et c'est pourquoi, cinquante ans plus tard, ils n'éprouvent a priori aucune répulsion à voir le gouvernement s'impliquer de façon concrète dans les problèmes de développement industriel.

L'ambition la plus caractéristique qui ait inspiré l'effort français d'après-guerre a concerné l'énergie nucléaire. L'idée d'une utilisation militaire était à l'origine du projet. Faisant un raisonnement parallèle à celui des Britanniques, qui s'étaient dotés de la bombe atomique peu de temps après la fin de la guerre, la France comprenait que sur le plan militaire elle n'était plus comme autrefois dans la même catégorie que les plus grandes nations. Les savants français avaient joué un rôle considérable dans la découverte de la fission de l'atome. Ils pouvaient poursuivre avec efficacité sur la voie des applications civiles et militaires. Les premières pallieraient le manque de ressources énergétiques. Les secondes lui permettraient de demeurer dans le club des plus puissants et apporteraient un argument convaincant à l'appui de son désir de jouer un rôle propre dans les grandes affaires mondiales. De Gaulle et ses successeurs suivirent en la matière la même politique, qui aboutit en effet, d'une part à faire de la France le deuxième producteur d'électricité d'origine atomique – après les Etats-Unis - et un fournisseur de technologie, de services et de produits sur tout le cycle nucléaire, et d'autre part de devenir en 1961 la quatrième

nation détentrice de l'arme atomique, après les Etats-Unis, l'URSS et la Grande Bretagne.

## **B/ LA CONSTRUCTION D'UNE EUROPE UNIE**

En accédant au statut de puissance nucléaire, la France prenait une assurance ultime en cas de danger vital et compensait la diminution de son influence. Mais la véritable réponse de la France au défi de l'après-guerre ne fut pas la bombe, mais la décision de se réconcilier avec l'ennemi allemand et de créer un espace de paix et de coopération dans la partie de l'Europe qui échappait à la mainmise soviétique.

C'était une entreprise politique, même si les premières étapes de sa réalisation furent économiques.

L'Europe des années cinquante mettait en présence des économies de pénurie séparées les unes des autres, qui se donnaient des priorités non harmonisées entre elles. Dans une telle configuration, les déperditions de ressources étaient considérables : investissements inutiles, productions non rentables. Robert Schuman, conseillé par Jean Monnet, donna le signal de l'entreprise européenne en proposant de placer les industries française et allemande du charbon et de l'acier sous une organisation commune ouverte aux autres pays européens.

La question principale qui obsédait Monnet et Schuman était éminemment politique. Il s'agissait de la place de l'Allemagne dans l'Europe d'après guerre. L'Allemagne s'était démocratisée et aspirait à jouer un rôle semblable à celui des autres pays européens sans subir de discrimination. La participation égale de l'ancien ennemi aux affaires communes de l'Ouest était souhaitée par beaucoup en Europe et aux Etats-Unis, car on aurait besoin de ses capacités face à la menace soviétique. Touchant les industries du charbon et de l'acier, qui à l'époque étaient considérés comme significatives du point de vue militaire, la proposition Schuman apportait une solution acceptable pour l'Allemagne, puisque le régime de limitations et de contrôles que ce pays subirait, la France également, et les autres partenaires du « pool » charbon- acier, y seraient soumis dans les mêmes conditions, et l'ensemble du système serait géré par une autorité supranationale. On avait ainsi dès l'origine les principaux éléments de la méthode communautaire qui a présidé en 1957 à la création du Marché Commun par le Traité de Rome et plus tard aux autres étapes du processus : égalité des partenaires, équivalence des contraintes acceptées par les uns

et les autres, politiques communes décidées collectivement, gestion par une ou des instances « supranationales ».

Dans la France des années 1950, l'idée de supprimer les barrières au commerce entre pays européen suscitait des frayeurs. Elle fut l'objet d'une campagne hostile des communistes et provoqua des réactions apeurées dans les classes moyennes et la paysannerie. Il fallut l'autorité de de Gaulle, qui au départ, dans l'opposition, s'était montré critique vis-à-vis du Traité de Rome, pour imposer, une fois revenu au pouvoir en 1958, la mise en œuvre de ce Traité.

La mise en concurrence de l'économie française avec celle des pays voisins donna une formidable impulsion à la croissance et prépara l'adaptation des entreprises au défi plus redoutable que devait représenter leur participation à un jeu économique planétaire.

De Gaulle comprit que la France pouvait affronter avec succès le défi économique en ouvrant ses frontières. Il voulut aussi donner une dimension politique à la construction européenne. L'Europe pour lui devait se faire entendre sur la scène mondiale. Elle ne pouvait le faire qu'en s'exprimant à travers les Etats qui la composaient. Il ne croyait pas que l'on puisse, à partir des institutions établies par le Traité de Rome – Commission Européenne, Parlement – créer progressivement des « Etats-Unis d'Europe ». Ce qu'il souhaitait, c'est que les gouvernements des six Etats membres pratiquent entre eux une consultation étroite afin d'arrêter des positions communes. Il estimait que ces positions communes seraient influencées par les vues de la France, appuyée par l'Allemagne, avec laquelle il s'efforça d'établir une entente étroite. Derrière ce dessein, il y avait l'idée que la France, ayant perdu son statut de grande puissance, pouvait dans une certaine mesure le retrouver indirectement si l'on parvenait à exprimer des conceptions françaises sous l'étiquette européenne.

Cette conception de « l'Europe des nations » ne coïncidait pas nécessairement avec les idées des autres Etats européens. Elle n'a jamais été tout à fait perdue de vue par les dirigeants français. Pour eux, l'Europe politique sera toujours un moyen indirect pour la France de demeurer une puissance influente.

## **C/ LA CONTRAINTE DE LA GUERRE FROIDE**

Dès qu'il est apparu que l'Union Soviétique fermait à toute influence extérieure l'espace sur laquelle elle avait établi sa domination en 1945, les dirigeants français furent parmi ceux qui demandèrent aux Etats-Unis une garantie permanente de sécurité, ce qui fut réalisé par le Traité de l'Atlantique Nord et la création de l'OTAN. La France en est membre jusqu'à ce jour et elle a été un allié fidèle, y compris dans ses périodes de désaccord avec l'Amérique.

L'opinion française n'a pas été unanime au sujet de l'Alliance Atlantique. La participation de la France a été attaquée par le parti communiste, qui recueillait à cette époque plus du quart des voix. Les gaullistes, alors dans l'opposition, pensaient que l'Alliance comportait le risque d'une soumission aux Etats-Unis et que la France devait conserver sa liberté d'action. Et une partie de la gauche intellectuelle jugeait que la France devait adopter une position de neutralité entre les Etats-Unis et l'URSS. Sans aller jusque là, beaucoup de Français, suivant le Général de Gaulle, s'inquiétaient de mécanismes d'intégration atlantique dont ils craignaient que, dans certaines circonstances extrêmes, ils entraînent la France dans une guerre qui ne serait pas la sienne. C'est ainsi que se forma dans les années cinquante une coalition disparate qui lutta contre le réarmement de l'Allemagne et qui obtint le rejet par l'Assemblée nationale française, en 1954, du Traité de Communauté Européenne de Défense (CED), qui rendait ce réarmement possible.

De cet épisode, on peut retenir que pour les Français le progrès de la construction européenne ne va pas toujours de soi. Au-delà d'une acceptation de principe de la nécessité de s'unir, chaque avancée particulière du projet européen est soumise à un examen qui est fréquemment critique. Une coalition potentielle peut se former en France entre une partie de la gauche et une partie de la droite pour s'opposer à des actions nécessaires aux yeux des Français pour la poursuite des buts qu'ils partagent avec leurs partenaires et leurs alliés. Ce phénomène n'existe guère dans les autres pays européens. Il est vrai que la valeur de nuisance de ces coalitions tenait à la force du parti communiste, à une certaine emprise des idées marxistes, et à la popularité des thèmes gaullistes – indépendance, refus de la soumission à une autre puissance, c'est-à-dire aux Etats-Unis. Depuis lors, le parti communiste a perdu son influence et les intellectuels qui avaient établi le règne de la pensée de gauche ont rompu avec le camp soviétique dans les années 1970. De plus, les héritiers de la tradition gaulliste sont devenus plus semblables dans leurs attitudes au reste du monde politique français. Malgré cela, plus de cinquante ans après le rejet de la

Communauté européenne de défense, et à une époque où les Français semblent avoir compris qu'ils ne peuvent pas vivre sans alliés et sans partenaires, le projet de constitution européenne a été rejeté par référendum à la suite de la campagne menée par des hommes de droite et de gauche qui défendaient ce qu'ils croyaient être l'identité française contre l'intégration européenne et la mondialisation.

Dans l'OTAN, la France, allié fidèle, a été un allié difficile. Elle a soutenu les Etats-Unis chaque fois que la sécurité commune était sérieusement menacée, comme au moment de la crise des fusées à Cuba en 1962. Elle a mal supporté l'intégration politique et militaire qui entravait sa liberté d'action et laissait des décisions importantes à des états-majors où les militaires américains régnaient sans partage. Elle a mis en doute la stratégie de la « riposte graduée », décidée par les Etats-Unis, qui pouvait laisser les Européens sans dissuasion efficace contre une Union Soviétique surarmée. De leur côté, les Américains critiquaient la bombe française comme un signe d'un manque de confiance à l'égard des Etats-Unis et comme un facteur de déséquilibre dans l'équation stratégique. La France ne reçut pas de Washington pour l'utilisation militaire de l'atome la même coopération dont la Grande-Bretagne avait bénéficié pour un temps.

Pour la France, l'OTAN était une protection nécessaire envers la puissance militaire soviétique, mais ne devait avoir pour fonction, ni d'intervenir en dehors de la zone définie par le Traité de l'Atlantique Nord – c'est-à-dire le territoire des pays alliés et leurs abords immédiats - ni d'imposer à ses membres une politique commune qui limiterait leur indépendance. C'est pour marquer cette volonté d'autonomie qu'en 1966 le Général De Gaulle, tout en demeurant membre de l'Alliance, retira les forces françaises des commandements intégrés de l'OTAN et mit fin à la présence sur le territoire français des éléments militaires américains. La France était liée par l'obligation d'assistance en cas d'attaque contre un pays allié, mais elle restait libre de décider de quelle façon elle remplirait cette obligation.

La position spécifique de la France par rapport à l'OTAN avait des motivations au moins autant politiques que militaires. Elle marquait la volonté de suivre une ligne propre en politique étrangère, notamment en ce qui concerne les rapports avec l'Union Soviétique, le Moyen-Orient, où la France entendait poursuivre une tradition de présence dans le monde arabe, et en Asie, où elle fut la première à nouer des relations officielles avec la Chine communiste, tandis qu'elle prit nettement ses distances avec la guerre menée au Vietnam sous les présidents

Johnson, Nixon et Ford. Cette spécificité française trouvait naturellement ses limites dans la fidélité à l'Alliance Atlantique et dans la volonté de maintenir de bons rapports avec les Etats-Unis. Elle n'empêcha pas les gouvernements français, dans les années quatre-vingt, de critiquer les violations des droits de l'homme en URSS, de soutenir la mise en place de missiles américains en Allemagne en réponse au déploiement des SS-20 soviétiques, de dénoncer l'invasion de l'Afghanistan et la répression du mouvement Solidarnosc en Pologne ; ni de faire de la sécurité d'Israël l'un des points forts de leur politique au Moyen-Orient.

Certains ont dit que la chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes communistes ont posé aux dirigeants français des problèmes particulièrement sérieux. Disons que partout un changement aussi soudain et de telle portée a pris les décideurs au dépourvu. Ceux qui raisonnent en fonction des vieux critères, en partant de l'idée que le fond des choses en Europe, c'est la rivalité des Etats nationaux pour la domination du continent, ont pu s'inquiéter un moment du surcroît de puissance que la réunification, devenue inévitable, allait apporter à l'Allemagne. Peut-être certains hommes de la génération la plus ancienne ont pu un instant réagir de cette sorte. C'était oublier que dès 1950 la France et l'Allemagne avaient fait un autre choix, celui de la réconciliation et de la coopération. Et le Chancelier Kohl, qui fut le brillant artisan de l'unité de son pays, demeura fidèle à ce choix.

La fin de la guerre froide pouvait apparaître comme un défi pour les Etats-Unis, dont elle fondait le leadership dans le monde occidental. Le premier président Bush, adroitement secondé par James Baker et une poignée de diplomates exceptionnellement brillants, sut définir un nouveau rôle pour les Etats-Unis en Europe et faire même acter par l'Union soviétique elle-même, alors en voie d'implosion, de nouvelles fonctions pour l'OTAN. La seule voie pour la France était d'axer plus que jamais son action sur de nouvelles étapes de la construction européenne et sur la symbiose entre les politiques française et allemande. Cette symbiose fut maintenue. Contrairement à ce qui est dit quelquefois, la chute du mur n'a pas déstabilisé la France, elle l'a confirmée dans ses options.

## **D/ LES CHANGEMENTS DE LA SOCIETE ET LEUR PRIX**

Au milieu des années soixante-dix, l'économie et la société françaises se portaient bien. Les efforts de modernisation d'après-guerre avaient porté leurs fruits.

L'économie profitait grandement du marché commun. La majorité de droite au pouvoir depuis 1958 subsista jusqu'en 1981, mais, de de Gaulle à Pompidou et de Pompidou à Giscard d'Estaing, son caractère « gaulliste » s'atténua peu à peu. Les grandes querelles avec les Etats-Unis s'apaisaient.

Parce que le changement était mené d'en haut, par les responsables gouvernementaux et les élites administratives, il existait un certain décalage entre la modernisation de l'appareil économique et le conservatisme qui subsistait dans une partie de la société.

L'essor industriel avait causé deux bouleversements majeurs. D'abord on avait fait appel de façon massive à l'immigration et accepté un « regroupement familial », qui devait engendrer à la longue des problèmes sociaux et psychologiques. Le « rêve français », venir en France, y réussir et s'y intégrer, ne s'est plus aussi bien réalisé. L'immigration se pratiquait partout en Europe, mais les problèmes qu'elle impliquait étaient plus délicats en France, notamment à cause des séquelles laissées dans les esprits par la guerre d'Algérie.

Le deuxième bouleversement a été le transfert de population des campagnes vers les villes et celles-ci ont eu des difficultés à s'y adapter. D'où l'apparition de banlieues nouvelles qui étaient quelquefois sans forme et sans âme. La France rurale d'autrefois, la France des petites villes de province et du vieil artisanat, se sentait en voie de disparition. De même, on ne reconnaissait plus la France catholique de jadis. Le changement des mœurs qui a résulté de l'urbanisation, mais surtout de l'évolution des esprits, a occasionné des incompréhensions entre les générations, au sein de familles qui n'étaient plus le clan large de la France rurale, mais des cellules restreintes isolées dans un environnement urbain peu convivial. L'essor démographique a causé la « massification » de la population scolaire, avec pour inévitable corollaire une tendance à la baisse de la qualité de l'enseignement.

Tous les pays européens ont connu les problèmes nés de l'immigration, la taille démesurée des villes, les difficultés des zones urbaines à peuplement pauvre, le coût grandissant des protections sociales. Ils ont été plus marqués en France. Celle-ci, pour y faire face, aurait eu besoin d'un supplément de croissance.

Or, vers le milieu des années soixante-dix, la croissance des économies européennes a commencé à ralentir, et la France n'a pas été épargnée. Le produit intérieur brut par habitant en Europe, qui précédemment avait tendu à se rapprocher de celui des Etats-Unis, a stagné à 70% en moyenne sans progresser davantage par

rapport à lui. Parmi les pays européens, seul le Danemark, en 2004, avait un PIB par habitant aussi élevé que celui des Etats-Unis.

Alors qu'avant 1975 la croissance avait profité à toutes les couches sociales, elle s'est accompagnée dans la période suivante d'une aggravation des inégalités. Cette tendance s'est prolongée, même lorsque les socialistes dirigeaient le gouvernement. L'ascenseur social n'a plus fonctionné aussi efficacement qu'à d'autres époques. Le nombre des salariés qui reçoivent le salaire minimum légal a triplé entre 1981 et 2007. Il faut dire que ce salaire minimum a augmenté plus vite que la moyenne des salaires, ce qui a nuit à l'emploi. .

Les difficultés de l'économie et de la société se sont répercutées sur le moral des Français et sur leur attitude vis-à-vis de l'Etat et de la vie politique. La France traditionnelle, a dit le sociologue Michel Crozier, était « un espace de commandement ». Dans les circonstances nouvelles, il devenait plus difficile pour l'Etat de « commander ». L'autorité dans toutes ses manifestations a été mise en cause. Historiquement, l'identité française, comme l'autorité de l'Etat elle-même, étaient liées à la guerre. Par le service militaire obligatoire, l'hypothèse de la guerre était au cœur même du sentiment national. La réconciliation avec l'Allemagne a apporté aux Français – comme d'ailleurs tout autant aux Allemands - un idéal d'union européenne, de paix, de résolution des problèmes par le compromis et le consensus. Le patriotisme s'est trouvé désincarné. La jeune génération ne vibre plus au son de la Marseillaise et à la vue du drapeau. Ce qui ne veut nullement dire qu'elle est incapable de se dévouer à des idéaux, bien au contraire. Elle montre constamment qu'elle est prête à se dévouer à l'écologie, à l'aide humanitaire, au développement des pays pauvres.

La tendance de la société française à se fragmenter en groupes différenciés a fait naître chez certains Français une tentation « communautariste ». Tentation à laquelle, dans l'ensemble, la France n'a pas cédé, tant elle est contraire à toutes ses traditions.

L'école perdant son efficacité comme instrument de consolidation de l'identité française et les familles ayant du mal à la suppléer, compte tenu des contraintes sociales dans lesquelles vivaient beaucoup d'entre elles, la crise de l'autorité a frappé une certaine partie des jeunes générations. Cette crise s'était manifestée avec force en 1968. Le mouvement contestataire de cette époque avait échoué à transformer le régime politique, mais avait laissé dans les esprits des traces



qui subsistent encore. La crise n'a pas été résolue en profondeur. Ni la famille, ni la religion, ni l'école, ni la vie politique, syndicale, associative, n'ont retrouvé leur capacité intégratrice et donc leur pouvoir rassurant, d'autrefois. .

Ces incertitudes, n'ont fait que s'accroître à mesure que la mondialisation se développait, créant inévitablement l'impression que le monde contemporain ne laissait pas aux nations individuelles de marge de manœuvre pour défendre leurs particularités et assumer les choix correspondants.

#### **IV L'IDENTITE FRANCAISE DANS LE MONDE GLOBAL**

Les questions relatives au changement, à l'adaptation, à la réforme, sont celles sur lesquelles la France d'aujourd'hui s'interroge le plus, celles aussi à propos desquelles elle est interpellée par l'opinion étrangère.

D'un côté on constate un lourd immobilisme de la société française ; de l'autre le désir de la réforme éprouvé par beaucoup de Français, le sentiment du caractère inévitable du changement.

Par ailleurs, certains de nos amis étrangers, avec ou sans bonne foi, se font une habitude de critiquer notre immobilisme. Comme si ce qu'ils considèrent comme le maintien obstiné de la spécificité française provoquait chez eux une véritable rage.

##### **Existe-t-il encore un immobilisme de la société française ?**

De tous temps les Français ont été attachés à leurs particularités nationales. A certaines époques, cet attachement s'est confondu avec la crainte du changement, comme si le changement en lui-même risquait de porter atteinte à la culture nationale, de mettre en péril l'âme de la France. Depuis la révolution industrielle, il y a eu des Français pour récuser la modernité et pour plaider pour la préservation d'un modèle des siècles passés. Des écrivains choqués par les laideurs de la modernité ont célébré les mérites d'une France d'autrefois, la France des petites villes de province, à l'abri des périls sociaux et moraux de Paris, une France de l'artisanat traditionnel et du travail bien fait, opposés à la mauvaise qualité de la production industrielle de masse. En 1940, le régime de Vichy dénonça comme cause de la défaite de la France

le fait que le pays avait tourné le dos à ses vertus ancestrales et il préconisa la marche en arrière de la société française, notamment par « le retour à la terre ».

Ce courant passéiste a toujours été minoritaire et à notre époque il n'est plus vivant. Aussi bien, les hésitations instinctives devant le mouvement n'ont pas empêché la France de prendre pleinement part à l'avènement d'un monde dominé par la technique, la production industrielle de masse, la démocratisation et la sécularisation de la société.

Il subsiste néanmoins dans une partie de la nation certaines appréhensions devant les transformations en cours dans le monde d'aujourd'hui. Plus que d'une opposition caractérisée envers le changement, il s'agit de sentiments d'incertitude et de malaise.

Malaise devant l'ouverture de l'économie et de la société : l'immigration, dont on craint qu'elle pèse sur le niveau de vie des Français et qu'elle porte atteinte à la cohésion de la nation ; le démantèlement du protectionnisme, qu'on croit porteur de suppressions d'emplois, de délocalisations des activités, et, là aussi, de baisse du niveau de vie.

Crainte de l'uniformisation, qui est un aspect de la mondialisation. Celle-ci conduit dans des domaines aussi différents que le droit des affaires, les règles comptables, la gouvernance des entreprises, la protection des consommateurs, les normes techniques, à ce que la France doive adopter des solutions venant souvent du système américain et différant des habitudes consacrées dans notre pays ; uniformisation linguistique, avec l'usage généralisé de l'anglais, où les Français redoutent une uniformisation culturelle. Il y a là une préoccupation forte. La présence de la langue française tend à diminuer. Au-delà des données tangibles que sont les chiffres de l'économie et de la puissance militaire, doit-on croire à un effacement de la France ? C'est à ce souci qu'a répondu le désir de fortifier l'attachement des Français à leur langue, de promouvoir la diversité linguistique, de s'appuyer sur la sympathique solidarité de tous les peuples qui, à travers le monde, ont la langue française en partage.

Inquiétude devant la suppression de certaines protections : des protections sociales, des positions de force détenues par certains syndicats, des situations de privilège qui sont garanties par la loi à certaines professions et qui les isolent de la concurrence sur le marché français et international.

Tout cela s'accompagne du sentiment diffus que le changement dans le monde actuel s'opère au détriment de la France.

En tous temps, des ajustements sont nécessaires afin que tous profitent des avantages résultant d'une concurrence large sur un marché sans entrave. On doit supprimer des positions de monopole, empêcher des ententes, faire payer les bénéficiaires de rentes abusives, ouvrir des professions fermées, s'attaquer à des inégalités injustifiées. Les Français qui craignent de supporter le poids de réformes de ce genre crieront, s'ils ont à gauche, que l'on prétend les priver de leurs « avantages acquis », ceux qui sont à droite que l'on porte atteinte à la liberté économique. Tous réclameront le maintien de privilèges et de protections dont ils se croient en droit de profiter indéfiniment. Chacune de ces catégories a ses appuis au Parlement et sa force électorale.

Depuis longtemps, de nombreux Français ont déploré cet esprit craintif et regretté que leur pays hésite devant les réformes qui lui permettraient de s'adapter à la mondialisation. La nécessité du changement est largement comprise au gouvernement, dans l'administration, dans les milieux industriels et financiers et chez la totalité des économistes. Mais elle n'est pas encore perçue par le plus grand nombre et pour cette raison elle ne s'est pas encore pleinement traduite dans un courant politique. Il y a des réformateurs, il y a depuis 2007 un Président réformateur, Nicolas Sarkozy, il n'y a pas vraiment de parti de la réforme. Ceux qui jugent certaines innovations nécessaires ont souvent cherché à les introduire de la manière la moins visible possible. Comme l'a dit Michel Camdessus, ancien Directeur général du Fonds monétaire international, « en France la réforme avance masquée ».

C'est surtout hors de France que l'on met en cause une résistance française à la réforme. Justifiée dans certains cas, cette mise en cause est grandement excessive. Au-delà d'une critique parfois légitime de certaines attitudes conservatrices, il semblerait que ce que quelques-uns de nos amis étrangers trouvent irritant, et même insupportable, c'est le désir des Français de rester eux-mêmes.

On ne passe rien à la France. On guette le plus petit signe de protectionnisme français, sans remarquer que bien d'autres pays développés trichent avec les règles pour protéger leurs entreprises. On traite chaque initiative particulière de la France comme un manque de solidarité, en oubliant les exemples d'unilatéralisme venant des Etats-Unis. Le moindre exposé par les dirigeants français d'une doctrine un peu

différente du consensus occidental est immédiatement dénoncé comme une manifestation de « l'arrogance française ». On demande dans quel délai on en finira enfin avec « l'exception française ».

Le dilemme de l'adaptation et de l'identité touche tous les sujets. Prenons quelques exemples.

## **A/ LIBERALISME OU ETATISME ?**

C'est à propos de cette question que la France est le plus critiquée et c'est aussi à propos d'elle, reconnaissons le, qu'en France les préjugés sont les plus tenaces. C'est aussi le sujet où l'on remarque le contraste le plus saisissant entre les penchants instinctifs de la population et la politique effectivement suivie.

### Le consensus mondial

La doctrine prédominante dans le monde d'aujourd'hui est claire. La « richesse des nations » est le fruit du travail de l'entreprise. Pour la maximiser, l'Etat doit réduire son immixtion dans l'économie. Il peut exercer une compétence régulatrice pour des raisons commandées par le bien public, mais cette intervention doit être rigoureusement limitée. Un gouvernement soucieux du succès économique du pays doit réduire ses dépenses et diminuer les prélèvements qu'il opère par l'impôt ou toute autre voie.

Comme les économies sont interdépendantes, notamment à travers les marchés financiers, toute transgression de cette règle sera punie, car les capitaux se déplaceront du pays auteur de la transgression vers ceux qui seront de meilleurs élèves de la classe. En somme, comme l'a dit l'économiste François Rachline, les marchés financiers sont « des agences de notation des politiques économiques des gouvernements nationaux ». Et il vaut mieux qu'ils vous donnent des bonnes notes, qui ne sont méritées que par ceux qui observent les commandements de la religion libérale.

Telles sont les tables de la loi et la France est bien obligée d'en tenir compte. Mais elle aura toujours quelque chose à dire afin de limiter et de corriger l'application pure et simple de ce « consensus ».

### La marche vers la liberté économique

La France a marché et marche encore vers davantage de libéralisme. Aujourd'hui, elle va plus que jamais dans ce sens. Elle a une forte expérience

d'intervention de l'Etat dans les métiers, dans les filières industrielles, dans la gestion de l'économie, et au total elle n'a pas eu à s'en plaindre. Mais elle a reconnu les vertus des arbitrages rendus par le marché. Avec les succès que l'intégration européenne a valu à son économie depuis les années soixante, elle a touché du doigt les avantages de la liberté économique. Elle a beaucoup évolué dans le sens de la dérégulation et de la privatisation. Elle a aboli une grande partie des contrôles étatiques sur l'économie. Elle a supprimé le contrôle des changes, elle s'est pliée à la convertibilité du franc et a milité pour la création de l'euro. Elle a libéralisé les investissements étrangers. Elle a dérégulé le transport aérien, ferroviaire et routier. Elle a ouvert la poste et des télécommunications à la concurrence. Elle a favorisé la compétition européenne dans toutes les branches essentielles de l'industrie et des services.

Cette marche vers la libéralisation s'est interrompue brièvement avec l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République en 1981. Son gouvernement se lança dans un programme de nationalisations très étendu. Après deux ans, les dirigeants socialistes constatèrent que la France ne pouvait pas à la fois revenir à un étatsisme aggravé par l'inflation, et en même temps soutenir la mise en concurrence de ses entreprises dans le marché commun ni poursuivre la participation du franc au système monétaire européen. François Mitterrand décida en 1983 le « tournant de la rigueur », qui signifia l'austérité budgétaire, la modération des coûts salariaux et la défense d'une parité haute pour le franc.

Il reste que pour les Français l'Etat n'est jamais vraiment l'ennemi. Il est souvent dénigré dans la conduite quotidienne des affaires et ses initiatives se heurtent fréquemment à l'inépuisable capacité de critique du peuple français. Globalement, pourtant, il reste entouré de prestige. Il n'y a pas si longtemps, les jeunes Français les plus brillants rêvaient d'être serviteurs de l'Etat, et non de l'entreprise privée comme les jeunes Américains. Un financier américain exprimait à ce sujet une totale stupéfaction. Il disait : « C'est très spécifique idéologiquement, très étrange à mes yeux. J'ai du mal à le comprendre personnellement. » Ce financier peut se rassurer en partie, car les choses ont changé dans les dix ou vingt dernières années. Les équivalents français des business schools tendent à prendre le pas sur les écoles où l'on forme les hauts fonctionnaires, qui conservent cependant – « étrangement » ou non - un très grand prestige.

Ce qui est encore critiqué

Depuis l'époque de Mitterrand, les gouvernements français ont poursuivi dans la même direction libérale. L'économie s'est adaptée de mieux en mieux. La concurrence fait encore un peu peur, mais les plus grandes entreprises se sont aguerries. Le système économique français a perdu les uns après les autres beaucoup des caractéristiques qui le distinguaient d'une économie de marché pure et simple.

Les gouvernements ont eu cependant du mal à maîtriser les dépenses de l'Etat, et plus encore celles des régimes de solidarité sociale – notamment l'assurance-maladie, et les retraites, du fait de la durée accrue de la vie et du coût croissant des soins. Les dépenses publiques ont atteint 54% du produit intérieur brut en 2006, équivalent aux proportions constatées en Belgique et en Finlande, inférieur aux chiffres danois et suédois, mais très supérieur aux taux affichés par les Etats-Unis et le Royaume Uni. Cette dépense se traduit par un niveau élevé des impôts et par des déficits budgétaires persistants, engendrant la hausse de la dette publique.

Les gardiens de l'orthodoxie mettent aussi en cause l'intervention du gouvernement dans l'activité des entreprises et la rigidité du marché du travail.

Sur le premier point, la « politique industrielle », qui a remporté des succès dans le passé, se heurte à des critiques des partenaires de la France et de l'Union européenne. Traditionnellement, dans l'esprit des Français, le sauvetage d'entreprises en difficulté relève du devoir de solidarité qui, fonde pour une grande part la responsabilité de l'Etat dans l'économie. Et ils n'entendent pas renoncer à l'idée que les autorités nationales ont pour tâche de redresser les inégalités et de favoriser la réinsertion des exclus. En agissant ainsi, ils se heurtent souvent à la Commission Européenne qui, chargée de maintenir la concurrence, doit limiter les aides des Etats aux industries. Les gouvernements français, comme d'autres gouvernements européens, souffrent d'avoir à se plier à cette discipline, mais reconnaissent qu'ils y sont tenus. Lionel Jospin lui-même, Premier Ministre socialiste, était obligé d'admettre en 1999 devant une crise de l'emploi dans l'entreprise Michelin, qu'au stade actuel « l'Etat ne peut pas tout faire ».

Le maintien d'un niveau élevé de protection sociale demeure et demeurera un impératif pour tous les gouvernants, qu'ils soient de droite ou de gauche. A eux de trouver les moyens de concilier cet impératif avec les contraintes de la concurrence européenne et mondiale.

Un autre reproche fait à la France concerne la rigidité du marché du travail et le manque d'incitation à l'accroissement de l'emploi. L'entreprise a-t-elle la liberté

d'embaucher et de licencier, ou le travailleur une fois recruté a-t-il droit à certaines garanties ? Les syndicats et les jeunes gens qui peinent à obtenir un emploi stable résistent à la pression du patronat, qui fait valoir que les obstacles au licenciement dissuadent les patrons d'embaucher et nourrit donc le chômage. Discussion qui se déroule dans des conditions difficiles, les salariés ayant le sentiment que tout le programme économique des classes possédantes consiste à attendre le salut des entreprises d'une baisse continue des salaires réels.

Par ailleurs, la faiblesse relative de la croissance française provient à la fois de la durée du travail, qui est inférieure à celle d'autres pays comparables, et qui a diminué encore avec la loi sur les trente-cinq heures, et du taux d'emploi médiocre, ces défauts n'étant que partiellement compensés par la productivité du travail, laquelle est l'une des plus élevées du monde.

#### Le libéralisme, choix de la raison, et non du cœur

Le choix de l'économie de marché par la France est irréversible et l'on verra sans doute au cours du quinquennat qui vient de s'ouvrir que l'on continuera et que l'on ira plus loin. Pour les Français dans leur majorité, il s'agit d'une orientation indiscutable fondée sur le raisonnement. Il ne s'agit pas d'un choix de cœur. Des responsables favorables en majorité à l'économie de marché sont envoyés à l'Elysée et au Parlement par les électeurs. Mais quand ceux-ci sont interrogés par les sondeurs pour savoir si le système de la libre entreprise et de l'économie de marché est le meilleur, 36% seulement se déclarent d'accord (65% en Allemagne). Le mot « libéral », employé dans le sens de la libre entreprise, a encore une connotation négative et l'adhésion à cette conviction n'est revendiquée que par de rarissimes hommes politiques. On entend des responsables politiques de haut niveau dire qu'aujourd'hui le libéralisme est un danger pour la démocratie. Il y a donc contradiction flagrante entre ce que les Français font – libéraliser l'économie et réduire l'étatisme – et ce que beaucoup ressentent – une méfiance tenace envers le capitalisme, sans nul doute une survivance du passé.

## **B/ LA MONDIALISATION**

Là encore, il y a inadéquation entre les faits et les mythes.

### Les faits

La France est passée en cinquante ans d'un protectionnisme accentué à une réelle ouverture. Or celle-ci lui a rapporté beaucoup plus qu'elle ne lui a nuit. D'ailleurs, ce n'est pas un pays particulièrement vulnérable par rapport à la libéralisation des échanges. Seulement 25% de son activité économique et 20% de ses emplois dépendent de ses exportations. Il n'y a que 2% des pertes d'emplois en France qui sont dues aux délocalisations.

La France, qui est le deuxième exportateur mondial de services, avait tout intérêt à la libéralisation des échanges dans ce domaine, qui a été heureusement réalisée par l'Union européenne après une dispute homérique sur le cas du « plombier polonais ».

Pareillement, la France a le plus grand intérêt à ce que se développe la pratique des investissements directs étrangers en France et des investissements français à l'étranger. Elle est bien placée pour accueillir sur son sol le capital en provenance des autres pays et elle poursuit des actions spécifiques pour améliorer encore sa position dans ce domaine. Elle est d'ores et déjà la troisième terre d'accueil à cet égard. Le flux d'investissements étrangers en France a plus que doublé entre 2004 et 2005, passant de 19,6 milliards d'euros à 40 milliards. La France est au quatrième rang mondial pour les investissements directs à l'étranger. A tel point que depuis dix ans, les sorties de capitaux investis à long terme dépassent chaque année le montant des rentrées.

De même, les entreprises françaises sont en très bonne place pour les fusions et acquisitions transfrontières.

Une partie importante de l'économie française est hautement internationalisée, en particulier les très grandes firmes. Les quatre cinquièmes des profits des compagnies du CAC 40 se font à l'étranger. L'investissement de ces entreprises est stagnant en France et progresse hors des frontières. La même chose est vraie en ce qui concerne les emplois qu'elles créent. Près de la moitié du capital des grands groupes français est détenu par des fonds de pension étrangers.

Le cas des grandes entreprises françaises performantes est distinct de celui des autres firmes. Leurs marchés, leurs investissements, leurs emplois, leurs profits sont hors des frontières. Cela irrite certains Français, mais il n'est pas certain que cela soit mauvais pour l'économie française.

Ce qui manque le plus à la France, c'est une présence commerciale adéquate sur certains marchés étrangers. Ses entreprises n'ont une place suffisante ni en Chine,



ni en Inde, ni au Brésil. Sur ces marchés émergents, elle peut obtenir des succès grâce à ses grandes firmes techniquement avancées, mais elle a encore besoin de diversifier son offre et d'intensifier la présence des entreprises moyennes. Il y a pourtant en France des petites et moyennes entreprises innovantes qui savent se placer sur le marché mondial et qui y récoltent des profits.

La mondialisation a mis et met encore en question les privilèges que les entreprises anciennement nationalisées tiraient de leur position de monopole. Pendant une période de transition, elles ont encaissé des bénéfices grâce à un marché national fermé et n'ont pas été obligées d'ouvrir le marché français. Ce temps est révolu. Comme les autres, les ex-entreprises nationales monopolistiques naviguent sur la pleine mer du marché mondial et s'y aguerrissent en subissant de plein fouet toutes les concurrences.

Il y a une mondialisation indispensable de la recherche-développement. Avoir des laboratoires à l'étranger, ce n'est pas délocaliser. Laurence Parisot, qui représente les chefs d'entreprises français, spécifie qu'une entreprise française digne de ce nom doit avoir un laboratoire en France, un en Chine et un aux Etats-Unis.

#### Le mythe

Si la France ne souffre pas plus que d'autres pays de la mondialisation, elle s'en préoccupe davantage.

L'attitude des Français vis-à-vis de la mondialisation ressemble à leurs préjugés contre le libéralisme. Certains de leurs hommes politiques croient que la mondialisation impose à la France un modèle économique qui n'est pas le sien. La France risque de perdre son âme. En rendant la mondialisation responsable de tout, certains hommes politiques français ont couru le risque d'encourager la fuite de la population devant ses propres responsabilités et à chercher des boucs émissaires hors de France.

La frayeur devant la mondialisation est d'abord une crainte des bas salaires, des conditions de travail abusives et des pratiques non éthiques que l'on attribue au Tiers Monde. Vis-à-vis de l'étranger, surtout de l'étranger éloigné de nous par la culture, les Français sont curieux et généreux, mais aussi méfiants. Certains d'entre eux ont tendance à croire que, dans ce domaine comme dans d'autres, ce sont les Américains qui sont à blâmer. A chaque phase historique, celui qui redoute l'ouverture au monde extérieur pense qu'elle est imposée par celui qui en profitera le plus, c'est-à-dire par le pays le plus puissant. Il se crée un ressentiment envers ce que

l'on a appelé au XIXe siècle, à propos de la Grande-Bretagne, « l'impérialisme du libre-échange ». Ainsi les Français croient que la mondialisation vient de l'Amérique, qu'elle se confond avec une américanisation, qu'elle est imposée par l'« impérialisme américain ». Or il suffit de voir ce qui se dit sur la scène américaine à propos des pertes d'emplois, du dumping monétaire chinois, de l'immigration mexicaine, pour comprendre que chez les Américains aussi, on redoute la mondialisation. Il faut se souvenir de la campagne de John Kerry en 2004 contre les délocalisations en Chine ou en Inde.

### **C/ LA VIE INTELLECTUELLE ET LA CREATION ARTISTIQUE**

Il y a ce que certains appellent « l'exception française ». Il y a aussi « l'exception culturelle ». Et c'est une exception à laquelle les Français tiennent.

Cette expression signifie que lorsqu'on régleme le commerce, les échanges, les investissements, il importe de se souvenir que certains biens sont différents par nature car ils sont la création de l'esprit humain. Les œuvres d'art entrent dans cette catégorie, mais c'est vrai aussi des spectacles, de la musique, de la littérature. Les œuvres de l'esprit ne sont pas des produits comme les autres et les règles générales ne peuvent pas leur être appliquées sans certains aménagements.

Jack Lang, ministre de la culture de François Mitterrand, a fait voter une loi qui interdit de vendre des livres en dessous d'un prix unique fixé en accord avec la profession de libraire. Le but était de protéger les librairies indépendantes, qui, sans cette loi, auraient été écrasées par la concurrence des grandes surfaces. Mesure parfaitement contraire au principe européen de libre concurrence, mais admis parce que l'on reconnaît qu'il y a du point de vue de la défense de la culture, un intérêt évident à conserver un réseau de librairies indépendantes.

L'Union Européenne s'est battue, à la demande de la France, pour que le cinéma et d'autres produits culturels soient exemptés des dispositions des accords de l'Uruguay Round, conclus en 1994. Elle a obtenu gain de cause et l'exception a été maintenue jusqu'à présent.

Ces questions ne sont pas aujourd'hui au centre des discussions internationales. Pour les tenants les plus rigoureux du libéralisme, la reconnaissance de cette « exception » est un objet de scandale. Les Français, quant à eux, croient qu'il existe des valeurs, éthiques, philosophiques et culturelles, qui transcendent les

impératifs économiques. Tout convertis qu'ils soient à la loi du marché et de la concurrence, ils éprouvent du mal à faire entrer la culture dans le champ de l'économie, c'est-à-dire du profit.

Un autre thème sur lequel les Français se sont battus est celui de la diversité culturelle. Ils ont voulu qu'il soit admis dans les instances internationales que la diversité des langues et des cultures fait partie de ce qu'il faut préserver dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Le texte proposé par la France sur ce sujet a été adopté en 2007 à une large majorité par la Conférence générale de l'UNESCO. Voilà encore un combat que les Américains et quelques autres ont du mal à comprendre. Ils y voient une bataille quichottesque contre des moulins à vent. On ne peut pas partir en guerre contre tout. Mais peut-être ce moulin à vent là, celui de la lutte contre l'uniformisation culturelle et pour la défense des spécificités linguistiques, vaut-il la peine de rompre quelques lances. Nos amis anglo-américains ont, de façon générale, des difficultés à admettre qu'un pays sérieux comme la France dépense de l'énergie à défendre une idée apparemment aussi abstraite que celle de la diversité culturelle, et qu'elle insiste tellement sur le maintien de sa culture et de sa langue. Les efforts faits par la France dans ces domaines sont parfois tournés en ridicule à l'étranger, notamment aux Etats-Unis et dans les autres pays de langue anglaise. C'est que la langue anglaise n'a pas besoin que l'on dépense de grands efforts pour la maintenir. Elle se défend toute seule. En tous cas, les railleries n'entament pas les convictions des Français.

#### **D/ LA CONSTRUCTION EUROPEENNE**

Lorsque leurs dirigeants leur disent qu'il faut accepter l'économie de marché et la libéralisation des échanges, les Français se laissent convaincre, mais ils ne peuvent pas s'empêcher d'entretenir quelque regret de l'Etat protecteur, faiseur de projets, dispensateur d'aides. Ils combinent une adhésion à l'ouverture européenne et une certaine méfiance devant la diminution de leur souveraineté qui résulte inévitablement des règles européennes. Ils ont voulu à juste titre se réconcilier avec les Allemands et bâtir une communauté économique avec les autres Européens. Mais on ne peut à la fois recueillir les bénéfices d'un marché de taille continentale et rester totalement libre de ses actions. Les Français ont voulu croire ceux de leurs dirigeants qui leur disaient qu'il était possible de faire une communauté européenne sans

toucher à la souveraineté des Etats qui la composent. C'était « l'Europe des nations ». Mais inévitablement les transferts de compétences se sont multipliés. Dans bien des domaines, les Etats n'ont plus le droit d'agir. L'exemple des négociations commerciales et celui de la réglementation de la pêche viennent à l'esprit, mais il y en a beaucoup d'autres. Les aides d'Etat non justifiées valent aux pays membres de belles amendes, dont ils sont obligés de s'acquitter. La Cour européenne des Communautés élabore continuellement une jurisprudence qui interprète de façon élargie les principes de libre concurrence et de « traitement national ».

Les institutions européennes sont parvenues à leur pleine efficacité à peu près au moment où s'achevaient la reconstruction et la modernisation et où l'on abordait des difficultés nouvelles : crise pétrolière, ralentissement de la croissance, problèmes de l'immigration. C'est aussi la période où la Communauté européenne a commencé à s'élargir. A peine admise en Europe, la Grande-Bretagne a remis en cause les conditions de son adhésion. Alors s'est répandue la détestable idée du « juste retour », selon laquelle un pays de la Communauté est en droit de retrouver dans ce que lui apportent les politiques communes des gains équivalents à ce qu'il a donné comme financement à la collectivité - c'est une idée facilement adoptée par le public, mais qui est la négation même de toute communauté.

En France, l'adhésion à l'idée européenne est toujours présente. Mais la complexité croissante des règles et des procédures a rendu difficile aux citoyens de connaître la façon dont les institutions communautaires traitaient les problèmes qui les intéressent. Un voile s'est ainsi formé, qui est devenu de plus en plus épais. Un jeu de cache-cache a été joué en permanence entre les responsables politiques, les autorités de Bruxelles et le public. Les politiciens n'ont pas informé suffisamment les citoyens au sujet des affaires communautaires et ils ont suivi la voie facile qui consistait à blâmer Bruxelles pour les difficultés ressenties par les Français. Ils ont joué le jeu européen pour les sujets dans lesquels l'Europe les servait, mais ont sélectionné des domaines proches des intérêts de souveraineté, dans lesquels ils ont poursuivi une orientation purement nationale, rendant difficile l'adoption de politiques communes. Par exemple, aujourd'hui, ne serait-il pas mieux que les Européens tombent d'accord pour imaginer et réaliser ensemble un projet d'indépendance énergétique et de développement durable ? Ce n'est pas ce que l'on voit. Ajoutons que la France n'est pas seule à réserver les enjeux les plus stratégiques

pour ses décisions nationales et à laisser les autres sujets pour une action européenne. D'autres pays membres pratiquent aussi cet européisme à éclipses.

Au moment où la chute des régimes communistes ouvrait la possibilité d'étendre l'Union européenne à l'ensemble du continent, l'Union s'apprêtait à traiter des sujets qui étaient au cœur de la souveraineté : la monnaie et la défense. Comme cela avait été le cas pour le projet initial de Monnet et de Schuman, c'étaient des projets portés par la France et l'Allemagne mais dans lesquels les élites bureaucratiques des deux pays étaient davantage impliquées que la masse des citoyens. Celle-ci était sceptique sur ces deux projets, surtout sur l'Union monétaire, c'est-à-dire la création de l'euro. Cette avancée historique de l'Europe n'enthousiasmait pas la majorité des Allemands et en France elle n'a été approuvée par référendum qu'à une très faible majorité.

Bien que l'euro, objectivement, ait été un grand succès, les citoyens des pays européens qui l'ont adopté n'en ont été qu'à moitié convaincus. L'autre avancée, le grand élargissement qui a fait passer l'Union européenne à vingt-sept Etats membres, a suscité l'inquiétude de bien des Français, effrayés par la concurrence d'économies à bas salaires et à bas coûts. De plus, alors que le rapport entre Occident et monde musulman est au centre de l'attention, la perspective d'une adhésion de la Turquie suscite beaucoup de doutes dans le public.

Même sans la Turquie, le changement de dimension de l'Union rend difficile le fonctionnement des institutions européennes telles qu'elles existent aujourd'hui. Il a donc été décidé de les rénover et c'est la raison pour laquelle une Convention a élaboré un « traité constitutionnel », qui se présentait apparemment comme l'annonce plutôt grandiloquente d'un quasi-Etat fédéral, mais qui en réalité reformulait des principes déjà approuvés et apportait aux institutions de l'Union des modifications utiles pour faciliter la prise de décision et la conduite des relations extérieures. On a soumis à un référendum ce texte immense, illisible, incompréhensible. Alors se reforma l'improbable coalition de ceux qui croient que l'ouverture et la coopération internationale empêchent la France d'exister en tant que nation, de ceux qui voudraient refuser le jeu du marché libre et se replier dans un socialisme autarchique et de ceux qui prétendent refuser l'éradication de l'identité française et la domination de « l'impérialisme américain ». Le « non » français au référendum plongea l'Union européenne dans une crise dont elle est sortie grâce aux

efforts conjoints de la Chancelière allemande Angela Merkel, du nouveau Président français, Nicolas Sarkozy et des autres responsables des pays membres.

## **D/ L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA RECHERCHE**

C'est en matière d'éducation supérieure et de recherche que les Français sont le plus convaincus que les choses ne peuvent pas rester en l'état et que des réformes fondamentales sont indispensables. On constate à l'heure actuelle une effervescence, une floraison de projets, d'expériences, qui font contraste avec l'immobilisme qui régnait il y a encore quelques années.

Dans ce domaine, il n'y a pas d'exception française, il y a une insuffisance européenne. La France, l'Allemagne, l'Italie, qui ont chacune une glorieuse tradition universitaire, se sont mis en retard à des degrés divers sur les Etats-Unis et le Japon, tant pour la qualité de l'enseignement supérieur que pour les efforts de recherche. Les actions qui devraient être entreprises à cette fin, tant par chacun des pays européens que par eux tous collectivement, n'ont aucunement pris la dimension qu'ils devraient revêtir.

### Les universités

Les Français se rendent compte aujourd'hui qu'il n'y a pas assez dans leur pays de diplômés de l'enseignement supérieur. Leur pourcentage par rapport à la population est moindre en France (23%) qu'aux Etats-Unis ou au Japon (respectivement 37 et 36%) Selon une recherche de l'OCDE, les hautes qualifications ne représentent que 15% de la main d'œuvre en France, contre 25% aux Etats-Unis.

Globalement, l'enseignement supérieur français, qui a été historiquement au plus haut niveau, a perdu de son efficacité. Une proportion importante des étudiants quittent l'Université sans diplômes.

La faute n'est pas à la qualité des enseignants, qui est demeurée élevée. Le problème principal réside dans une insuffisance de moyens matériels, aggravée par une gestion centralisée et bureaucratique.

En France, s'agissant de l'Université, c'est le budget de l'Etat qui paie tout. Il fournit 85% du coût des universités et 12% viennent des droits de scolarité. C'est dire que rien pratiquement ne vient de sources privées autres que les élèves et leurs familles. On constate des pourcentages analogues dans les autres pays d'Europe. Or,

aux Etats-Unis, les pouvoirs publics ne financent que 45% des charges des universités. Le reste provient de droits de scolarité bien plus élevés qu'en Europe, de la générosité de donateurs privés - souvent des anciens élèves - des initiatives conjointes des entreprises et des établissements d'enseignement, d'apports des fondations. Ce qui veut dire qu'avec un effort budgétaire équivalent de l'Etat, l'Université américaine dépense en moyenne pour chaque étudiant près du double de ce qui est dépensé en Europe. C'est ce qui donne des bibliothèques bien fournies et ouvertes sans interruption, des amphis où chacun trouve une place – un rêve pour un étudiant français -, des bureaux et des documentalistes pour les professeurs, des salles de spectacle, des terrains de sport dignes de ce nom. Et des ressources permettant d'aider matériellement les étudiants les plus pauvres.

Les universités françaises, comme l'enseignement primaire et secondaire, étaient traditionnellement gérées de façon centralisée par le Ministère de l'éducation nationale. Les pouvoirs publics sont à la tête d'une armée de 1.300.000 personnes, dont la majorité sont des enseignants. Appareil gigantesque, impossible à maîtriser, mal encadré par des syndicats rivaux entre eux et fortement politisés. Appareil régi par des règlements d'une rigidité paralysante. Les taux de rémunération en vigueur, fixés par l'Etat, empêchent les universités françaises d'attirer des pays étrangers les enseignants les plus performants.

Il y a quarante ans que les Français savent que leur enseignement supérieur a besoin d'être rénové. C'est vers 1960 qu'on s'est rendu compte de l'écart existant avec les établissements étrangers, notamment américains. Une vaste réflexion a alors eu lieu. Symbiose entre recherche et enseignement, liaison avec les entreprises, autonomie des universités, toutes les idées propres à rendre à l'Université française son prestige d'autrefois ont été évoquées à l'époque sous l'inspiration, notamment, d'un proche collaborateur du Général de Gaulle, Alain Peyrefitte. La jeunesse étudiante, elle aussi, voulait le changement, mais d'un autre type. De projets de réforme, on passa à un fantasme de révolution. Après que la révolte étudiante de 1968 ait failli renverser le régime politique, on s'est efforcé, dans la précipitation, de bâtir un système universitaire plus adapté. Comme le mot et l'idée étaient à la mode, on a proclamé l'autonomie des universités, mais c'était une fausse autonomie, donnant aux universités une liberté de décision théorique, sans leur procurer de ressources financières propres. Cette autonomie factice a favorisé la multiplication des établissements, ce qui fait que, là où le système ancien souffrait de la taille

disproportionnée des plus grandes universités – avant 1968, il y avait une université de Paris - après la loi de 1969 on a eu un émiettement, avec dans la même ville moyenne ou petite plusieurs universités n'atteignant pas la taille critique. On vivait sur un mythe selon lequel toutes les universités avaient un mérite égal et leurs diplômes se valaient. De plus pour ne pas contrarier les ex-révolutionnaires de 1968, on a évité les connexions avec les entreprises, supposées polluer l'éducation supérieure en y introduisant des motivations mercantiles, on a banni la sélection des étudiants à l'entrée des universités et on a placé le pouvoir universitaire dans la seule main des personnels enseignants. On a vécu ainsi depuis 1968, sans oser toucher au système, alors que tous savaient parfaitement qu'il était fondamentalement vicié.

Aujourd'hui, tout le monde sait qu'il faut vraiment changer. Ce sera difficile, mais les idées nouvelles des années 1960 sont toujours nouvelles, puisqu'elles n'ont pas été appliquées. Il y a beaucoup de rénovateurs parmi les présidents des universités et chez les dirigeants des « grandes écoles », qui sont des établissements de petite taille, élitistes, sélectifs et généralement coûteux, qui essaient de se faire valoir dans le milieu international grâce à la grande qualité de leur enseignement. Pour la rénovation des universités, l'internationalisation des cursus et des personnels, les liens avec l'industrie, la spécialisation des entités de taille moyenne, l'association entre petites universités, l'appel aux fonds privés, l'introduction de personnels non enseignants dans les Conseils, rien de ce qui était autrefois anathème pour la majorité des enseignants et pour les organisations syndicales étudiantes, n'est exclu du débat. Le mot clé est l'autonomie. Le gouvernement s'y est mis sérieusement. Une première loi, votée après l'élection de Nicolas Sarkozy renforce l'autonomie des universités en élargissant la composition des Conseils, en stipulant que chaque université, si elle le désire, sera propriétaire de son terrain et de ses bâtiments, sera libre de sa politique de recrutement et de la gestion de son personnel et pourra emprunter des ressources financières. Il manque encore l'essentiel : assez d'argent public – Etat et régions – et privé – développement de partenariats avec le monde de l'entreprise, encouragement du mécénat.

### La recherche

Là aussi le bilan actuel n'est pas favorable.

Les moyens financiers affectés à la recherche sont insuffisants. La France consacre 2,2% de son produit intérieur brut à la recherche, en progression régulière,



mais plutôt lente, les Etats-Unis 2,63, la Suède 3,75%. Les chercheurs français déposent moins de brevets industriels que ceux des autres pays développés.

On sait ce qu'il faudrait faire pour améliorer la situation : réformer les grands organismes publics de recherche, qui sont monopolistiques et bureaucratiques, qui n'ont pas de liens organiques avec les universités et qui confondent les tâches de programmation et celles d'exécution, comme si l'organisme se commandait à lui-même ses propres travaux ; lever les deux barrières qui se dressent, d'une part entre la recherche et l'université, et d'autre part entre elles et les entreprises.

*Recherche et université* : L'accroissement de l'autonomie des universités est indispensable pour que celles-ci prennent la place qui doit être la leur au centre du dispositif de recherche. Les universités grâce à l'autonomie doivent s'inscrire dans le jeu de la spécialisation. Le gouvernement actuel cherche à favoriser les regroupements entre universités, car on a besoin de grandes universités généralistes, notamment pour les relations avec l'enseignement supérieur étranger.

*Recherche et entreprise* : Les partenariats entre les laboratoires et les entreprises se développent, mais lentement et difficilement. Les entreprises emploient trop peu les chercheurs universitaires. Là aussi, la tendance actuelle est au changement de ces mauvaises habitudes.

#### La stratégie de Lisbonne

L'Europe est consciente de son retard global par rapport à d'autres régions du monde, notamment le Japon et les Etats-Unis. En 2000, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne ont adopté la « stratégie de Lisbonne ». Ils se sont donné comme objectif que l'Union européenne devienne en 2010 « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde ». Si ces objectifs devaient être atteints, il faudrait dépenser beaucoup d'argent en plus. Or les pays européens ont pris un retard considérable par rapport aux objectifs fixés en 2000. La France est blâmable à cet égard, elle n'est pas la seule. Le gouvernement de Nicolas Sarkozy veut exercer les efforts nécessaires pour combler les lacunes existantes. Il s'agit de savoir si la situation économique et budgétaire permettra un accroissement suffisant des montants alloués à la recherche dans le budget de l'Etat.

En ce qui concerne les apports du secteur privé, il est encourageant de constater que la société civile se préoccupe beaucoup à l'heure actuelle du retard des efforts de recherche. Les grandes écoles pratiquent le « fund raising » et mettent en place des chaires d'entreprises. De même un certain nombre de firmes se sont

engagées dans la création de chaires universitaires. Les établissements d'enseignement supérieur qui progresser sur la voie de l'internationalisation y voient notamment la possibilité de coopérations entre laboratoires.

## **F/ L'ORGANISATION DE LA SOCIETE INTERNATIONALE ET LES RAPPORTS AVEC LES ETATS-UNIS**

Durant ce siècle, les Français ont donné de nombreux exemples de non-alignement sur les opinions dominantes. Ils ont été souvent ceux qui objectaient. Qui reconnaissaient le gouvernement communiste chinois avant les autres alliés ; qui pratiquaient la « politique de la chaise vide » à Bruxelles pour convaincre leurs partenaires d'adopter la politique agricole commune ; qui critiquaient la guerre au Vietnam ; qui objectaient à l'Angleterre lorsqu'elle cherchait à adhérer à la Communauté européenne ; qui soulignaient constamment que le conflit israélo-arabe était une clé essentielle pour les problèmes du Moyen orient et qu'il ne pouvait être réglé sans la création d'un Etat palestinien viable ; qui, plus récemment, se sont élevés avec force contre le déclenchement de la guerre en Irak.

On voit par ces exemples que les manifestations parfois spectaculaires d'indépendance dépassent la période où le Général de Gaulle gouvernait la France. La république des années cinquante avant lui, Mitterrand et Chirac après lui, se sont opposés quand ils le jugeaient nécessaire à des orientations partagées quelquefois par la majorité de leurs alliés. Le gaullisme de de Gaulle, qui était en partie une réaction aux difficultés et aux humiliations de la guerre, n'a plus de raison d'être. Mais on voit, et on verra encore, une spécificité française, une volonté française, s'exprimer par la voix de dirigeants qui ne sont pas des adeptes du gaullisme ou qui sur beaucoup de points s'en sont écartés.

On ne peut réduire la politique de la France à ces explosions de particularisme. Dans les cadres internationaux dont elle fait partie – Conseil de sécurité de l'ONU, Union européenne, OTAN, sommets des pays industrialisés, la France montre quotidiennement le meilleur esprit de coopération. Au Conseil de sécurité des Nations unies notamment, elle est un producteur assidu de solutions de compromis. Elle est fortement impliquée dans la lutte contre le terrorisme et dans la prévention de la prolifération nucléaire.

Que veut alors la France ? Elle veut que l'on bâtisse un monde avec des règles.

Les règles de la mondialisation Il s'agit de démocratiser la mondialisation. Que soient prises en compte les exigences du développement des pays les plus pauvres, la sauvegarde de la planète et la nécessité d'un minimum de stabilité face à l'imprévisibilité des marchés.

Les règles de l'emploi de la force C'est-à-dire qu'un pays, le plus puissant soit-il et le plus démocratique, ne peut se faire justice lui-même et engager des actions offensives contre un autre, fût-il la pire des dictatures, sans un consensus international, exprimé au Conseil de sécurité. Tel était l'enjeu du débat sur la guerre en Irak en 2003. Une querelle entre alliés n'est jamais bonne et celle-ci a été particulièrement vive. En tous cas, sur le fond, la position de Jacques Chirac a été comprise par les Français et a recueilli un très fort écho dans les opinions européennes et ailleurs dans le monde.

Un monde moins hégémonique et plus équilibré L'une des disputes les plus dommageables aux bons rapports entre la France et les Etats-Unis porte sur la « multipolarité ». Cette notion est souvent évoquée par les Français. Elle est vivement combattue par les responsables américains actuels, qui y voient le symbole d'un programme visant à l'affaiblissement des positions américaines. Il ne s'agit pas de cela. Mais est-il réaliste à la phase actuelle de la mondialisation, avec la montée de pays comme la Chine et l'Inde, de rejeter l'idée que le monde peut compter plus d'un centre de pouvoir ? Qui veut aujourd'hui d'un monde unipolaire ? La Chine ? L'Inde ? La Russie ?

Les Français respectent les Etats-Unis lorsqu'ils se disent « la nation indispensable », mais ils pensent que le monde d'aujourd'hui a besoin, non pas d'une, mais de plusieurs « nations indispensables », ceci d'ailleurs dans l'intérêt même de la principale d'entre elles. Si puissant soit-on, on a toujours besoin de plus d'amis et il faut apprendre à travailler avec eux.

L'observation du droit et la coopération dans le cadre des institutions internationales. La puissance n'est pas tout. La France, puissance moyenne, mais expérimentée et écoutée, disposant d'un certain « soft power », peut fournir un apport à la rénovation de la gouvernance mondiale. Elle peut contribuer avec d'autres à la réforme des institutions internationales en apportant des idées originales. En raison des positions qu'elle a constamment répandues sur la réduction de la pauvreté

et la prise en compte des sensibilités et des besoins des pays en développement, elle peut travailler pour que les pays du Sud soient étroitement associés à cette tâche.

Elle doit protéger le système international. A chaque institution son rôle. L'OTAN peut être un « bras armé » de la communauté internationale si elle reçoit d'elle un mandat explicite pour rétablir ou garantir la paix dans tel ou tel cas particulier. Mais l'Alliance atlantique ne doit pas se substituer aux Nations unies pour prendre des décisions de fond sur les questions de sécurité internationale.

Comme le disait Boutros Boutros-Ghali dans un article récent, le désarroi du monde vient de l'absence de grands desseins. Le rôle de la France peut être de contribuer à combler ce désarroi et de faire émerger des concepts nouveaux.

Un dernier mot sur les rapports entre la France et les Etats-Unis. Il ne s'agit pas seulement d'un rapport de pays à pays. La France n'a aucune chance de se faire entendre seule si les Européens sont divisés. Et, d'un autre côté, il est impossible de conserver une unité de l'Union européenne lorsqu'il y a de graves désaccords entre la France et les Etats-Unis. La France doit donc à la fois travailler à se rapprocher des Etats-Unis et harmoniser toujours plus ses positions avec celles de ses partenaires de l'Union européenne.

Ce sont là des préceptes que le nouveau gouvernement français est particulièrement bien placé pour mettre en œuvre.

## V

### LE TEMPS DES REFORMES

Il y a deux manières de caractériser la situation de la France aujourd'hui.

Il y a celle des prêcheurs d'alignement. Elle consiste à présenter la France actuelle comme engagée dans une transition au terme de laquelle pour l'essentiel, elle deviendra semblable dans ses positions et dans ses manières de faire aux autres pays démocratiques et industrialisés. Elle se montrera enfin un bon élève de la classe.

« Bravo, les Français, disent ceux qui voient les choses de cette façon. Vous vous êtes rapprochés de l'OTAN et vous donnez des signes d'amitié aux Etats-Unis. Vous travaillez avec les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne à une politique commune envers l'Iran. Vous maintenez et augmentez votre contribution à

la guerre en Afghanistan. Vous acceptez le libre échange et vous jouez le jeu de la concurrence en vous pliant aux injonctions de la Commission européenne. Vous abandonnez peu à peu la protection que vos lois accordaient à un certain nombre d'activités non rentables. Vos entreprises, pour avoir un accès plus facile au marché américain, modifient leurs règles comptables et se plient aux rigueurs de la loi Sarbanes-Oxley. Dans le revenu national de votre pays, la part des salaires diminue régulièrement et celle des revenus du capital augmente. Encore un petit effort, et vous serez en toutes choses pareils aux autres. Vous finirez par comprendre qu'un système de protection sociale de la dimension du vôtre ne peut plus tenir dans le monde actuel et vous privatiserez la protection sociale comme les autres activités. En fin de compte, les particularités françaises ne seront plus qu'un souvenir. »

Une telle interprétation des évolutions françaises risque de générer de faux espoirs et donc des désillusions dans les pays étrangers.

La bonne manière de raisonner consiste à constater que la France a évolué dans certains domaines pour des raisons spécifiques, mais qu'elle n'a nullement renoncé à définir et à défendre des positions à elle. A cause de la perméabilité des marchés et de la nature irrésistible de la concurrence, les Français ont dû se plier à certaines règles ou normes qui leur convenaient peu. Mettant en balance les immenses avantages que lui apporte l'Union européenne et les contraintes qu'elle comporte notamment en ce qui concerne le rôle de l'Etat et la discipline de la concurrence, la France a choisi de suivre la loi communautaire. Mais elle combat rudement, à l'Union européenne, à l'OCDE et à l'OMC pour des solutions qui ne pénalisent pas ses entreprises et ses citoyens. En politique internationale, elle a changé certaines attitudes parce qu'elles ne correspondaient plus à la situation actuelle ou parce que la poursuite d'objectifs prioritaires nécessitait d'aménager ses positions sur des points moins essentiels. Par exemple, les gouvernants français se sont rendu compte qu'il était absurde de mettre en avant la « défense européenne » sans comprendre que, pour tous nos partenaires européens, cette défense s'identifie assez largement avec l'OTAN. Si vous n'y prenez pas garde, vous prêchez dans le vide. Ou encore il ne sert à rien de s'offrir à faire avancer la négociation sur la Palestine à partir de principes justes comme le retrait des territoires occupés et l'autodétermination si vous ne fournissez pas la preuve de votre attachement réel à la sécurité d'Israël. Il y a donc eu incontestablement des évolutions, elles ne mettent pas fin à l'originalité des positions françaises.

« L'exception française » telle qu'on l'a connue au temps de de Gaulle n'existe plus. Mais il existe toujours une spécificité française, un regard français sur le monde, une volonté d'agir pour changer les choses. L'exception de cette époque était portée par le communisme et le gaullisme. Ces deux courants ont nourri une prédilection pour un rôle fort de l'Etat dans l'économie, une méfiance envers la concurrence mondiale et une crainte d'un affaiblissement de l'identité française. Ces deux courants ont en outre alimenté une certaine hostilité envers le « leadership » américain.

Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, un Président de droite, Valéry Giscard d'Estaing, et un Président de gauche, François Mitterrand, ont orienté la scène politique française vers des modèles moins différents de ceux suivis par les autres pays occidentaux. La conversion du gouvernement socialiste à l'économie de marché en 1983 a constitué de ce point de vue un tournant capital. Ont été de pair avec cette évolution une certaine désidéologisation de la politique française, l'idée encore très ténue d'une relative réconciliation de la gauche et de la droite et une expression moins aiguë des grandes querelles qui, d'une manière ou d'une autre, ont duré depuis la Révolution de 1789. Quand il fut élu en 2007, le Président Sarkozy, espérant jouer sur cette évolution encore incertaine, a proposé d'élargir sa majorité en direction de l'opposition de gauche.

Dans les vingt dernières années, le rythme accéléré de la mondialisation, les changements de la société, le chômage persistant et la montée de l'immigration ont nourri des craintes que les gouvernements n'ont pas su apaiser. Les partis de gouvernement ont perdu du terrain au profit des extrêmes. Une droite fascisante a grandi en exploitant la xénophobie. Une extrême gauche aux allures anarchistes, a cultivé l'hostilité des jeunes et des exclus envers la mondialisation et l'économie de marché – dénoncées de façon démagogique sous le vocable « d'ultralibéralisme ». - Elle a joué le rôle autrefois dévolu au parti communiste, mais ne peut pas espérer, comme ce dernier, former avec le parti socialiste une alliance de gouvernement.

Affaiblis par la montée des extrêmes, les dirigeants, de droite ou de gauche, ont éprouvé une grande difficulté à gouverner, et par-dessus tout à introduire les réformes indispensables dans les régimes de protection sociale et dans le fonctionnement de l'Etat.

Les Français ont toujours eu du mal à réformer. L'incapacité du roi à faire accepter par les classes dirigeantes les réformes mêmes qui étaient dans leur intérêt et

dans celui de la monarchie, a été l'une des causes de la Révolution française. Il existe une réelle réticence à réformer de l'intérieur, de façon consensuelle, par le moyen de procédures démocratiques de négociation. En France, les relations sociales ont souvent été caractérisées par la confrontation.

A travers les réformes non faites et les réformes annoncées, mais avortées parce que le pouvoir a reculé devant les manifestations ou les grèves, il s'est formé un immense scepticisme sur la possibilité du changement, et une désaffection vis-à-vis de la politique. Ce sentiment a culminé au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, quand Jean-Marie Le Pen, leader de l'extrême droite xénophobe, a recueilli plus de voix que le leader socialiste et a donc concouru au second tour contre Jacques Chirac. Ce scrutin a été humiliant et a constitué un choc pour le pays, mais cet effet n'a pas duré et le scepticisme a continué à régner. Le parti socialiste n'a pas été capable d'affronter les causes du grave échec subi en 2002. Il est clair pour beaucoup de Français de gauche qu'il a perdu le contact avec la réalité dans la mesure où il n'a pas voulu aborder la question essentielle : est-il raisonnable et crédible dans le monde d'aujourd'hui de s'accrocher à une vision centrée sur le rejet du capitalisme et de l'économie de marché, vision du reste abandonnée depuis longtemps par tous les autres socialistes européens ?

La contestation de la jeunesse et des exclus s'est manifestée avec force en 2004 lorsque les projets de modification des règles d'embauche se sont heurtés à des manifestations violentes. En 2005, comme nous l'avons déjà noté, une coalition de droite et de gauche a rejeté lors du référendum le projet de « Traité constitutionnel européen ».

Dans les dernières années, l'état d'esprit dominant semblait donc être : dégoût de la politique, refus de s'y impliquer. Cependant, des signes en sens contraire sont apparus. Au sein de chaque parti, des militants ont reproché aux dirigeants leur incapacité à se renouveler. Il s'est développé une contestation contre la façon dont se déroulait le débat interne à chaque parti. Tous ont critiqué l'immobilisme. Nicolas Sarkozy a critiqué implicitement son propre parti en appelant à « la rupture avec des décennies d'immobilisme, de demi-mesures, d'alternance entre l'initiative et le recul ».

De grands changements sont intervenus dans le style de la discussion politique. Interpellation directe des candidats par les électeurs, recours systématique au courrier électronique, ces nouvelles techniques ont été utilisées. En particulier, la

candidate socialiste, Ségolène Royal a bousculé les habitudes de son parti en soulignant par contraste le caractère suranné des manières de faire de ses camarades. Elle leur a indirectement reproché leur irréalisme en mentionnant « les effets positifs de la mondialisation » et en déclarant qu'on avait besoin « d'un socialisme de la confrontation avec la réalité », sans cependant tirer toutes les conséquences de ce réalisme en ce qui concerne l'économie de marché.

Le résultat de ces diverses innovations de style et de fond a été que, tout d'un coup, à l'approche de l'élection présidentielle de 2007, ces Français si blasés et si sceptiques se sont à nouveau passionnés pour la politique. Assistances record dans les réunions publiques, audiences immenses pour les débats télévisés, et finalement le chiffre réduit des abstentions, tout cela témoigne de ce renouveau.

Quelle est sa signification ? C'est la réforme. La conviction s'est installée qu'il fallait commencer sans tarder à introduire dans la vie du pays les changements nécessaires. C'est sans conteste ce que veulent les Français, même si, bien entendu, ils ne sont pas d'accord entre eux sur le contenu de ces changements. Mais il y a possibilité d'accord sur quelques éléments.

Le gouvernement nommé par le Président Sarkozy a, nous l'avons indiqué, entamé la réforme des universités en accomplissant quelques premiers pas en direction de l'autonomie. Il s'est penché sur l'indispensable amélioration de la qualité de l'enseignement primaire. Travaillant avec les syndicats, il a réussi à modifier les régimes spéciaux de retraite, – ce à quoi Jacques Chirac n'était pas parvenu en douze ans de présidence – et il a entamé, également avec les syndicats, une négociation sur la réforme des contrats de travail, dans le but de donner plus de flexibilité au marché du travail et de faciliter par là les décisions d'embauche des entreprises. Il a lancé des travaux d'experts sur des réformes plus ambitieuses, tendant à éliminer les nombreux obstacles qui s'opposent à une croissance plus forte de l'économie française. Dans le domaine international, il a témoigné sa volonté de rapports franco-américains correspondant mieux que par le passé à notre tradition d'amitié et d'alliance et il s'est fixé pour but une participation plus complète de la France à l'OTAN. Comme il a été noté, son action a permis de mettre fin à la situation catastrophique dans laquelle le vote négatif des Français sur le Traité constitutionnel européen avait plongé l'Union européenne.

Les réformes doivent avoir pour but d'adapter l'économie et la société françaises aux besoins du monde moderne et à l'environnement international sans



renoncer à leur spécificité. En France, il y a ceux, peu nombreux, qui croient que le libéralisme, c'est le diable. Les autres reconnaissent que l'économie de marché est globalement bénéfique, mais ouvrent les yeux sur les défauts indiscutables qu'elle comporte et cherchent à y porter remède. C'est une « troisième voie » qu'il y a au bout du chemin. Ce serait une réconciliation entre les réalistes qui acceptent le libéralisme et les romantiques qui le rejettent. Une troisième voie ne peut être qu'européenne, mais la France serait particulièrement qualifiée pour inspirer à l'Europe cette synthèse, que Tony Blair revendiqua sans véritablement réussir à la formuler.

Les Français seront toujours fermes sur le refus des automatismes et garderont leur foi dans la volonté politique. Personne ne peut leur faire croire que le marché met l'Etat hors jeu et que la politique n'a plus rien à faire. C'est trop contraire à toute l'histoire de la France. Ils croiront toujours au rôle de l'Etat et à l'importance de la politique, donc de la démocratie. Ils pensent que la solidarité, la protection des plus faibles, ne peuvent pas être abandonnées sous prétexte qu'en se souciant d'elles on porterait atteinte au libre jeu du marché. Pour eux la liberté économique ne peut faire oublier ni la solidarité sociale ni le volontarisme politique.

Spring 2008

## **FRANCE AND TODAY'S WORLD**

By Jacques Andréani

### **I FRENCH NATION, FRENCH IDENTITY, FRENCH EXCEPTION**

#### **A/ WHAT IS THE FRENCH NATION?**

France is an ancient nation whose face has been drawn over the course of its long history. On a scale of today's large countries, it is a medium-sized nation, yet it is conscious of its past and certain of its identity, and is in no way ready to give that up. At a time when twelve countries have populations of one hundred million and two have passed one billion, France is a country of over sixty million. It is the only nation in Europe whose birth rate allows for its population to remain stable. In terms of income, France is the sixth largest nation in the world, after the United States, Japan, Germany, the United Kingdom and China. Its per capita income, which measures a population's standard of living, is equal to 77% of that of the United States, placing it in the middle of the European Union, behind the United Kingdom and ahead of Germany and Italy. If we ranked States according to their role in the world, France could be considered as part of the leading group, with its permanent membership in the United Nations Security Council and the "G8". This is significant, at least as a symbol of influence. Likewise, it belongs to the group of five nations possessing nuclear weapons that do not infringe upon the non-proliferation treaty. While this does not make France a military nation comparable to the United States, it does demonstrate power and is an undeniable security tool.

France is a medium-sized country, whose area is similar to those of other European nations. It is both coastal and continental and is known for its moderate climate and variety of landscapes. These traits are well suited to the French character, which is

opposed to all forms of excess. The French are good at moderation, which they like to call “la mesure” – a key expression for a number of their writers, including Montaigne, Descartes and La Fontaine. Pleased with the even shape of their territory, they like to call it the “hexagon”, which may suggest that they prefer to stay sheltered in France rather than to go off adventuring in riskier environments. Though heaven only knows how many French have set off on dubious explorations across the oceans in the past.

France and England were the first European nations to form, creating a strong central power. There is perhaps a degree of kinship between them that stems from this shared birth as States, which is undoubtedly also the source of their several centuries’ rivalry. One of the last notable events in the rivalry between them was their confrontation when the American colonies, supported by France, rose up against the English monarch and won their independence.

France gave itself governmental structure early on. It defended its autonomy against the authority of popes and emperors. It built a homogenous society, without irregularities where specific allegiances, such as feudal, religious, local or corporate, were placed under the central authority’s control. The kings worked continuously towards homogenization and the Republic that resulted from the Revolution of 1789 continued this work. The framework for the Revolution was laid out during the Enlightenment of the 18<sup>th</sup> century. Philosophers undermined both the king’s power and the religious and feudal powers that challenged royal authority. They paved the way for the arrival of a free, secular and bourgeois society that considered the Nation as the entity to replace the religious and royal allegiances of the past.

France’s attachment to what it calls “*laïcité*”, a particularly rigid form of what Americans call “secularism”, referring to banning religion from government, is often considered strange. Over one hundred years ago, this concept allowed the Republican regime to defend itself against hostile forces supported by the Catholic Church, which had not accepted either democracy or the teachings of science. This argument has since subsided. The Republic’s educational system created a uniform and unified population. All differences, including religious, regional and local, were erased. The Republic had accomplished the dream of France’s kings: nothing stood between the citizen and the State. The State spoke directly to the individual. It did not wish to know either his race or

his religion, but only his name and that he was a citizen. Other countries labeled people according to their ethnic groups and interacted with representatives of these groups. The French object to such practices. They have a hard time accepting that France could be a collection of communities or a federation of religions.

Uniting French people from diverse backgrounds into one homogenous people was a long, drawn-out job. France is a country of immigrants, to a lesser degree than the United States, of course, but significantly so, nonetheless. Uniting a heterogeneous population was not easy to accomplish. The State made it happen through deliberate efforts, especially through the work of public schools.

The French historian Michelet wrote, “France is different Frances that were sewn together.” He also said that it is “the French France,” or the area of France around Paris, that ended up imposing itself on the rest of the country. This unity was not acquired without forceful actions from the central power.

In the past, French children saw their country as a character. “The princess in the fairy tales,” as de Gaulle wrote on the first page of his Memoirs. This metaphoric character represented a Nation, and also a State. France, which was neither federal nor ethnic, was the perfect expression of the concept of the Nation-State. In that combination, the State was the dominant element. The State had created the Nation.

Another aspect of the French identity is the association between the distinctive national identity, based on one’s connection to his nation (I love my country and no other, at least not in the same way,) and universalism (what I believe in is potentially true for all people.) France believes in the universal value of its founding principles. It feels compelled to deliver the message about the rights of man to the whole world. While this idea could mostly be considered a myth, it is a myth that worked, by energizing both foreigners with the desire to immigrate and French of all backgrounds with the belief in merit-based social promotion. There is still confidence and hope today, despite worsening conditions. Next to the “American dream” there is the “French dream.”

## **B/ FRANCE AND THE UNITED STATES:SO NEAR AND YET SO FAR**

France and the United States are unique nations and they consider themselves as such. The Americans' belief in their uniqueness has a religious element to it. They see themselves as a chosen people, as "the city upon the hill." They are a moral nation, meant to accomplish the Good. The French see themselves as more on the rational side than the religious side. While Americans boast about being the most moral, the French think of themselves as the most intelligent. Maybe they are both right? Maybe they are both wrong? Both French and Americans are anxious to know what others outside their borders think of them. What is their image? Are they well-liked? How could they not be?

There is a history of friendship and alliance between the French and the Americans. France was a great help to the United States' independence because the idea of freedom was popular and, also, admittedly, because it was in France's interest to weaken England, their rival. The French Revolution of 1789 and the American Revolutionary War are two similar chapters of the same story, expressing two similar ideas in similar terms. This can be seen in the comparison of the Declaration of Independence of 1776 and the French Declaration of the Rights of Man of 1789. Some of the actors are the same: Lafayette, Franklin, Jefferson and Thomas Payne. Many good memories remain of this glorious past, including the friendship between Washington and the young Lafayette, the shared victory at Yorktown, Jefferson's continued defense of the French Revolution and an understanding of the universal value of a liberal democracy.

There were also misunderstandings during this period. The French, who were proud of their country's influence, looked on with skeptical superiority at the claim of Americans, these "newcomers", to defend their views against other States on issues such as the Monroe doctrine, freedom of the seas and the open door policy towards distant territories. This also happened one hundred years later when the Americans intervened in debates and conflicts between established powers. As for the Americans, they reacted with definite prejudice towards France's prevailing Catholic culture. They saw that the country whose king had stepped in to free them was as much a colonizer as England, their former master. They suspected France of not having shed the corrupt and scheming spirit of the old European States.

Their shared ideals were not interpreted in the same way. America emphasized freedom while France emphasized equality. America believed in the virtue of individual

initiative, while France counted on the State to carry the economy. Tocqueville expressed his surprise at the American tendency to spontaneously join together in order to manage local affairs for which the State was not responsible, such as children's education and the managements of public services, including the arts and sciences and hospitals. The inclination of the French was to rely on the State for everything.

The State upon which the French have always relied so heavily inherited some traits from the absolute monarchs. Even once it became a Republic, the State held on to some of these monarchic traits for a long time, and to a certain extent, has until today. The leader is supposed to be able to rule on all subjects, no one is to contest his decisions and courtly attitudes of submission and even reverence towards the head of State are seen. This situation has intensified since 1962, when the Constitution was amended to elect the President of the Republic by universal suffrage. It should be added that, apart from government, in certain large companies, for example, there is a firm principle of authority, meaning that the highest officer's decisions are off limits to potential objections by his colleagues. The drawback to this is that it can impair open discussions needed for the healthy workings of a diverse and complex group.

The history of Franco-American relations has been punctuated with prejudice and misunderstandings. They form a thread that has woven itself into the theme of founding friendship and shared beliefs in democratic values. Both countries have also blamed the other for unpaid debts and ungratefulness. In the 18<sup>th</sup> century, the French believed that the United States had not thanked them enough for their decisive support in the Revolutionary War. The French people gave the Statue of Liberty to the American people as a gift, though this was barely mentioned in the United States. France's sympathy for the South during the Civil War and the French intervention in Mexico were no more appreciated in the United States than the Spanish-American war of 1898 was in France. Starting in the 20<sup>th</sup> century, on the other hand, a psychodrama of ungratefulness started to unfold. In 1919, Wilson's foreign policy system, on which France was counting to guarantee its security, was disavowed by Congress. France did not receive the war reparations owed by Germany and thus refused to reimburse the war loans the United States had granted it. France's defeat in 1940 was seen by the United States as a sort of abandonment which was followed by Vichy and anti-Semitism. Since the war, every time

quarrels become heated, Americans have brought up the thousands who fell in Champagne in 1917 and in Normandy in 1944 to prove their accusation of “French ungratefulness.”

This theme of gratitude and ingratitude between France and the United States reappears recurrently because there is something very special between the two countries. For the most part, their relationship is an emotional one; they were up in arms together in 1781, 1917 and 1944. Closest friends are those who argue the most.

### **C/ WHAT DOES IT MEAN WHEN WE TALK ABOUT “FRENCH IDENTITY”?**

There is nothing wrong with being different from others. France has unique traits that stem from the way in which the nation was created. Certain of its characteristics apply only to the French nation, while others apply to other nations as well. For example, France does not define itself by ethnic or racial differences. There is no French race. Arguably, anyone can be French. This is the same in France and in the United States. Another example is that France readily believes that its mission in the world is to expand the values on which it was founded, which is another French dream also harbored by Americans. These are similar points of view that also bring about rivalry.

When speaking of French identity, we simply mean that France is different from others and that it does not regret this at all. Of course, its citizens know that they are part of the world and that differences mean that everyone needs to make adjustments and take others into consideration. France’s fondness of its identity is sometimes misunderstood by others and is often made fun of. We sometimes hear, “the French cannot do anything like others. They do not live in the real world. They still think they are in their heyday. They overestimate their ability to influence the world.” Admittedly, the French do sometimes have an exaggerated idea of their country’s status. But the experience they have gained from the trials they have been through, the idea of a national destiny and the belief in France’s unique virtues are intangible assets that can play a role over and above material factors like wealth and strength. All of this is called patriotism. Each country has its own. Heaven knows that American patriotism is sound. If you could blame the French

for anything today, it would be more a lack of self-confidence than an addiction to 'greatness.'

Each nation has its face. The French one is very recognizable. Its uniqueness appears more pronounced during times when worldwide changes towards unification are taking shape. Such was the case with the first globalization in the 19<sup>th</sup> century, where England, and not yet the United States, was playing the role of the model country. It was also the case during the Cold War, when the whole Alliance was brought together under the leadership of the United States. A strong conformity prevailed within the group. France was included in that conformity, though it was not very happy about it. Much in the same way today, France cannot deny the overwhelming strength of globalization but it is not happy about it at all.

France demands respect for its identity, in that it does not readily tolerate being forced to adopt ways of doing things that go against its principles and preferences. French identity is deeply rooted in the country's history. At school and within the family, the face of France is the figure of the great heroes of the past. The French are always looking for a reference to the past, in which they find virtues, examples and inspiration. This does not mean that they are prisoners of their past.

The French value experience, including that of other countries, while Americans minimize its value. One example is when Kennedy and de Gaulle met in 1961. De Gaulle warned Kennedy about Vietnam, where the Americans were starting to become involved. A few years earlier, France had tried to do what the Americans wanted to try for themselves, that is, to use their army to strengthen the Vietnamese government and to help it defeat the communist insurrection. De Gaulle said that it was an extremely difficult undertaking that could finish badly for America. "Trust our experience." Kennedy did not heed the warning. For him, the two situations were completely different. He thought that the French war in Indochina was an attempt by colonial France to keep its influence in a country that wanted to be free, whereas the American war in Vietnam had to do with a free nation, America, wanting to give a people deceived by the communists the gift of democracy. Kennedy should have listened... What we can draw from this is that, the United States, believing that it is fundamentally different and,



moreover, better, since it is democratic and inspired by generous intentions, sometimes has a hard time learning from the experience of others.

A second example took place in Baghdad in 2003. A high-level British civil servant commented that the situation at the time reminded him of the Iraqi insurrection of the 1920s, where Shiites and Sunnis allied against the British occupiers. The American that he was with responded, “You Brits, you’re always talking about history. We’re making history.”

The French national identity has a strong cultural component in which language holds a very important place. The historian Fernand Braudel wrote, “France is the French language.” In contrast, what defines the connection between an American citizen and his country? The commitment to the Constitution. The United States is a Constitution.

As heirs of a long process of unification, the French are afraid that it will unravel and that their differences will gain the upper hand. Whether in politics, culture or the economy, decentralization is never the instinctive preference of the French and federalism even less so. In France, the State is not easily swayed by the idea of decreasing its responsibilities. Generally speaking, history has shown the French people that, over the centuries, the government’s central role in keeping things moving and organized has benefited the nation. Certainly the virtues of decentralization are undeniable and economically speaking, for different reasons, the government can no longer run things as before. Yet in France, the burden of proof still lies with the one who recommends decreasing the State’s responsibilities.

While it has willingly gone to war, France is not a conquering country. From Louis XIV to Napoleon, its conquests have often ended badly. But, as Fernand Braudel wrote, it always succeeded within its own limits. “There is a permanent triumph in French life,” he said, “which is a cultural triumph, a rayonnement of civilization.” This French influence always emanates from Paris. French culture has been centralized for a very long time.

This influence comes from Paris but there is inevitably some interaction with other countries. As Braudel wrote, “there is no French civilization without contributions from foreigners.” The greatest French eras were periods in which culture was created in Paris by a mix of intellectuals and artists of various nationalities. In the 18<sup>th</sup> century, the

Internet of the time which was slower than that of today, linked French philosophers to the royal and imperial courts of Russia, Prussia and Austria. What was known as the “Enlightenment” was a multinational, or at least pan-European, endeavor. The same thing is true for the two great artistic eras, including Impressionism and its aftermath from 1850-1900, and the “School of Paris” from 1900-1930, formed by Russians, Germans, Austrians, Italians, Spanish and also French and of which the French are justified in being so proud. It is worth noting that after 1940, the testimony passed from Paris to New York, with a brilliant success. Being the heart of the world’s artistic scene is another common point between French and American ambitions, and another subject of rivalry.

#### **D/ STATE, ECONOMY AND SOCIETY**

President Coolidge was accustomed to say, “The business of America is business.” I am not sure that this much would have been said about France. Given that America encourages individual initiatives and that France supports the role of politics as a driving force, it is understandable that the former was more ready than the latter to take on the capitalist adventure.

In the 18<sup>th</sup> and 19<sup>th</sup> centuries, when the Industrial Revolution was underway, France had significant assets, including a large and well-cultured population, widespread scientific knowledge and a ruling class rich in capital. France made the most of it. The national culture, however, was less oriented towards economic activity than that of other countries of the same level, such as England. On the scale of traditional values passed down from the monarchies to modern France, business and industry were not at the top of the list. Napoleon spoke of the English with a touch of contempt as a “nation of shopkeepers.” The State was capable of creating some very large companies, such as those that built and ran the railroads, secured maritime navigation and developed the colonial economy. It didn’t always know how to establish a favorable environment for the spontaneous endeavors of hundreds of entrepreneurs.

The French economy benefited from daring and competent managers, but, overall, the number of them able to guarantee the best chances for the economy in international

competition was relatively low. While the best entrepreneurs took on global competition with great success, a number of them hid behind monopolies that the colonization of African and Asian territories guaranteed them.

The French economy, being less globalized than others, was less devastated by the crisis in 1929. But it did experience stagnation that had not yet been solved as war approached in 1939. France entered the conflict with an economy that had not transformed from a semi-rural to an industrial one, had not increased the size of its companies and had not evolved from family-based capitalism to a system based on a large shareholding and openness to foreign entities.

## **II THE TWO WARS AND DECOLONISATION: HOW TO REESTABLISH FRANCE'S STATUS AS AN IMPORTANT POWER?**

Like other European countries, France faced tragic ordeals in the 20<sup>th</sup> century. The changes that had taken place in the world since 1914 had not been favorable. The country went through difficult years and had to make huge efforts to adapt. In looking at a longer period, such as 1914-2008 for example, it can be said that its efforts have been largely successful. In certain areas, the French had to pay by giving up aspects of their culture that were dear to them.

In just over fifty years, France went through three major crises. The First World War, from 1914 to 1918, ended in victory but one gained at a terrible price. The second, from 1939 to 1945, was marked by a catastrophic defeat in 1940 and by the country's occupation before France's best could join the allied victory. In the 50s and 60s, decolonization brought about a very rocky end to France's direct presence on the five continents.

### **A/ THE BLOODBATH OF 1914-1918**

The First World War was a dreadful bloodbath. 1,400,000 soldiers or 3.5% of the total population were killed. During the four years of war, Germany lost two million soldiers, a slightly smaller percentage of its population. Because battles were fought on

French soil from the beginning to the end of the war, France experienced the worst destruction and greatest loss of civilian lives. The war caused the country's ruin. France, which had always been a country that saved money and was one of the world's largest creditors, became indebted to numerous countries and the United States in particular. The war impoverished the ruling class and ruined the middle class. It left France susceptible to severe security problems. The country saw that its national forces alone could no longer guarantee its own security. It quickly understood that the League of Nations, created at the initiative of the United States but rendered futile because of the lack of participation from this same country, did not offer any guarantee. This lack of security caused France much grief, for the country was used to surviving challenges from rival powers.

The human loss was so bad that the return of peace brought no "baby-boom." Population growth remained flat. France had the same population in 1939 as it did in 1914.

1914 signaled the beginning of a serious identity crisis for France. The feeling that the country's suffering was not shared equally undermined French faith in the elite's sense of responsibility. 1914 also brought into question traditional patriotism. It was hoped that this war would be "the last of the last" or the war to end all wars. Those who had fought remained skeptical of propaganda and were not prepared to trust politicians. From out of the ruins and the mourning came a belief in pacifism. This was a new phenomenon for this patriotic and rather militaristic country. It led some of the French to think that stopping the Nazi conquests was not worth another war and cultivated the spirit of Munich.

Germany had the same problems during these years, which, for them, led to Nazism. In France, inflation, middle class frustration, fear of Communism among the wealthy, criticism of the parliamentary regime and resentment of foreigners did not go so far as to destroy democracy but left a weak and uncertain democracy under attack by pacifism.

## **B/ THE SECOND WORLD WAR AND DECOLONIZATION**

France's defeat in May and June of 1940 happened astoundingly quickly. The French forces were beaten within five days over an area thirty kilometers wide and twenty-five long. This was achieved by tremendously concentrated German forces that applied an exceptionally audacious strategy of breakthrough and exploitation. It is, in fact, totally untrue and unfair to say that the French did not put up a fight in 1940, as is unfortunately sometimes heard in the United States. The number of military losses testifies to this: 100,000 officers, noncommissioned officers and soldiers were killed in the two months following the beginning of the German offensive. These are not figures that show inaction or panic. Wherever they were normally commanded, the French troops fought courageously.

France collapsed after the 1940 defeat, for it had not yet come back from the shock of World War I and had not known how to adapt to the challenges that had followed. In those days, France was still provincial and somewhat rural in a world that was changing drastically. Without really understanding, it had gone through an economic crisis that had struck the entire world. France was deeply divided, to the point that, seeing war approaching, some people asked themselves if it was worth it fighting. The French had seen threatening fascist regimes building up without daring to rebuild its military or to oppose them diplomatically, for fear of provoking them. This was especially so because they could not count on help from their traditional allies, who were even more paralyzed than they were.

A not insignificant number of French believed in what Pétain, one of the decorated military leaders from 1918, was telling them about stopping the fight and replacing the parliamentary regime responsible for the defeat with a watered-down imitation of the Nazi and fascist models.

De Gaulle's appeal and the French participation in the resistance fighting as well as the Free French Forces allowed France to regain its self-confidence and be part of the victory. But France was even more ruined and more destroyed than in 1918. The country had a long road to climb. The task was made difficult by the intense fighting between parties. The Communist party held a different position than the other parties on all topics and its attitude only served to reflect a world that was dividing into two camps. Having attained its goal, the anti-Nazi coalition broke apart and the Soviet Union's

confrontation with the United States and other democratic countries was becoming a dividing line splitting the entire world.

The complex events of the world war were the source of a series of misunderstandings between France and the United States. France's fall in 1940 was traumatic for the United States. Franklin Roosevelt's apparently inexplicable disdain of General de Gaulle probably reflected the shock he felt when France, upon whom he had been counting to contain Germany, suddenly collapsed. This shock undoubtedly gave the President the idea that France's failings were impossible to remedy, prompting him to oppose any restoration of France to its previous status. Restoration was exactly the goal of de Gaulle's policies.

Americans had difficulty understanding the problems of a country occupied for several years by enemy forces and governed by an authority linked to the occupier and rejected by the majority of the population. This is the source of a myth most damaging to France's image: that our country would have been unable to face the truth about its behavior under the Vichy regime and the German occupation. Yet, the "collaborators" were duly prosecuted and convicted in the few years following France's liberation. It is true that neither de Gaulle nor his successors up to Jacques Chirac wanted to recognize, as President Chirac admitted in 1995, that not only a handful of mislead traitors participated in Nazi crimes, but also branches of the French government, notably the police and the courts. But the thought that the French did not want to face up to the moral problems posed by their behavior during the war is completely untrue.

There has been some confusion between Vichy's anti-Semitism and French foreign policy, which, from François I to Napoleon to de Gaulle and Mitterrand, has always been friendly towards Arab countries. It is as if pursuing good relations with the Muslim world signified hostility towards Israel and could confirm suspicions of anti-Zionism, or anti-Semitism.

World War II disrupted the world order by beginning the total elimination of the colonial system. Before 1939, France could see that its resources did not permit it to figure among the strongest powers and so it took comfort in its "colonial Empire." Its colonies in Africa and Asia, its protectorates and mandates in North Africa and the Middle East and its possession of Algeria added one hundred million people to the

French population, as well as access to raw materials and presence on each of the continents.

The resulting loss of prestige following the 1940 defeat made it difficult for France to maintain its authority. Men from the colonies fought under French uniform between 1939 and 1945, as they had done from 1914-1918. Yet, they did not fully enjoy the rights of French citizens. In the climate of liberation of 1945, it was not surprising that they would demand to be treated equally. The principles of liberty and equality had been evoked to popularize the fight against Nazism. How, then, could the French Empire maintain this state of affairs when it clearly went against these values? The same was true for other colonial powers, such as the United Kingdom, the Netherlands and Belgium. Similarly, the contradiction between the reality of the South and the principles for which the United States had fought encouraged them to put an end to racial segregation.

Problems in the colonies began in 1945 and spread from one territory to the other. The problems took the shape of a genuine war in Indochina, which France lost, and did not end until Algeria's independence in 1962, following a war that was no less cruel and that put the nation's unity to the test.

The war in Algeria, where one million French had lived for several generations, resulted in a deep chasm between the two countries. Algeria is still deeply resentful. In France, the frustrations caused by the Algerian war contributed to the emergence of a nationalist extreme right.

How can we evaluate France's loss of its colonies? Those who stood for decolonization emphasized that the end of the colonial regime, and notably Algeria's independence, would free France from the weighty responsibility that divided the country terribly, thus releasing its energy for the task that would determine its future – building a unified Europe. Those who wanted to keep things as they had been regretted the fact that France, once present on all five continents, had to be reduced to its “hexagon” at a time when the larger countries were winning out. According to them, thus diminished, France was no longer the size needed to keep its rank as a great power and permanent member of the Security Council. Events later refuted these predictions and proved that those who thought that in losing its colonies, France would grow and not shrink, were right.

### **III FRANCE'S EFFORTS AFTER THE WAR OR HOW TO BECOME AGAIN A NATION THAT COUNTS IN THE WORLD**

Until 1914, France had a respectable amount of power, which sheltered the French and allowed them to take advantage of a way of life that they thought to be one of the most enviable in the world. After the two world wars and decolonization, France found itself to be a medium-sized power in an uncertain world. It realized that it was not going to manage to play a central role by itself. At the same time, it also knew that it had to catch up with its modernization efforts, which had not been managed vigorously enough after the First World War. And, it had to become involved in new technical and industrial opportunities as they arose, including nuclear energy, modern telecommunications, IT, space and biotechnology.

Moreover, the developing Cold War denied France the possibility of independently pursuing a universal plan for peace. France was squeezed between two blocks in conflict.

#### **A/ RECONSTRUCTION AND MODERNIZATION**

The French spirit was completely different in 1945 compared to 1918. National pride was restored by General de Gaulle's leadership, by the courage of the resistance fighters and the Free French Forces and by the heroism of the "Just among the Nations", who saved both French Jews and persecuted foreigners. Once again, the French had faith in their future. The population renewal after the war was more pronounced than it had been twenty years earlier, which was a sign of optimism. The stagnation that occurred between the wars was forgotten.

Between 1945 and 1975, France's national income increased on average almost 6% per year. There was, however, an unpleasant monetary aftertaste due to the foreign account deficit, which had been brought about by a chronic lack of exports. At that time, growth did not exacerbate social inequalities. France was not alone in taking advantage of such favorable conditions. All of Western Europe benefited from this miracle.



France's reconstruction and modernization during the twenty-five years that followed the last war were well planned-out and well executed. The United States helped France with this task. The Marshall Plan played an essential role and was accompanied by an original policy aimed at helping European companies increase their productivity and by encouraging cooperation between the countries involved. In addition to the Marshall Plan, Americans encouraged their European allies to unite.

The State's role in these efforts was essential. Through an impressive system of assistance, regulations, authorizations and dispensations, it had thousands of ways of organizing an economy of shortages. This included dividing up allocations of raw materials, energy, bank credits and foreign currencies, in particular those provided by American assistance. This was the role of the Planning Commission, whose first director was Jean Monnet. This French Plan had nothing in common with that of the Soviets. Companies remained free to make their own decisions. Relying on the patriotism of the French, General de Gaulle asked them to consider the Plan as "an ardent obligation." The fact that the main banks and key sectors of industry and transportation had been nationalized in 1945 helped ensure the cohesion of the effort.

The State's role in modernizing basic infrastructure, such as rail transport, energy, the steel industry, aeronautic construction, weapons manufacture and, at a later date under Valéry Giscard d'Estaing, telecommunications, was critical.

The desire to modernize sometimes pushed the government to play the role of the "industrial mechanic," by encouraging companies to divide, merge or collaborate with the promise of State aid. The political leaders' ambition was to promote "national champions" within strategic sectors. These voluntary policies experienced some failures, such as the "plan calcul," which de Gaulle created to manufacture French computers able to catch up with those of the United States. The State's industrial policies also had successes. These policies paved the way for the creation of large groups, such as Alstom and Alcatel, mastering state-of-the-art technologies. More recently, a similarly inspired policy led to the creation of Areva, one of the very first companies in the world in the field of nuclear industry, and the concentration of industrial capacities in civilian and military aerospace and weapons manufacture with the European Aeronautic Defense and Space Company, together with Germany and other European countries.

The French have not forgotten the State's role in the transformation of their country, which is why, fifty years later, they have no objection to seeing their government's direct involvement in industrial development.

The greatest ambition that inspired France's post-war efforts was the development of nuclear energy. The project was largely inspired by the possibility of military use. Following the same reasoning as the British, who had the atomic bomb shortly after the end of the war, France understood that, militarily speaking, it was no longer in the same category as the largest nations like before. French scientists had played a significant role in the discovery of atom fission. They could efficiently carry on with civilian and military applications. The former would provide a solution to the lack of energy resources. The latter would allow the French to remain in the club of the most powerful nations and would give them a convincing argument supporting their desire to play a role themselves of their own in world affairs. De Gaulle and his successors followed basically the same policy, which essentially ended up, on the one hand, making France the number two producer of atomic energy after the United States, as well as a supplier of technology, services and products for the whole nuclear cycle. On the other hand, in 1961, this policy enabled France to become the fourth nation with atomic weapons, after the United States, the USSR and Great Britain.

## **B/ BUILDING A UNITED EUROPE**

In attaining the status of a nuclear power, France had the ultimate insurance in case of vital danger and made up for its weakened influence. France's true answer to the post-war challenge, however, was not the bomb but the decision to reconcile with the German enemy and to create a space of peace and cooperation in the part of Europe that had escaped the Soviet takeover.

It was a political undertaking, Even though the first steps were economic. Europe in the 50s had separate economies of scarcity, each with different priorities. In such a configuration, loss of resources was considerable, including useless investments and unprofitable production. On the advice of Jean Monnet, Robert Shuman signaled the

start of the European construction by suggesting that French and German coal and steel industries be placed under one common organization open to other European countries.

The main question that obsessed Monnet and Schuman was eminently political. It had to do with Germany's place in post-war Europe. Germany had democratized and hoped to play a role similar to that of other European countries without being subject to discrimination. Many in Europe and the United States wanted the former enemy to participate equally in the joint affairs of the West, because they would need everyone's capabilities to face the Soviet threat. Schuman's proposition involving the coal and steel industries, which were considered at the time to be militarily significant, offered Germany an acceptable solution. The system of limitations and controls that Germany had to put up with would be equally applied to France and the other partners of the Coal and Steel Pool and a supranational authority would govern the whole system. These were the original main elements of the community method whereby, in 1957, the Treaty of Rome established the Common Market: equality of partners, equivalent restrictions accepted by everyone, collectively decided common policies and management by one or several "supranational" bodies. These elements later contributed to other steps of the European process.

In 1950s France, the idea of eliminating trade barriers between European countries was the cause of great anxiety. It was the object of a hostile campaign by the Communists and caused fear among middle and rural classes. It took de Gaulle's authority to enact the Treaty of Rome once he was back in power in 1958, though, at first, he had criticized it.

Putting the French economy into competition with its neighboring countries spurred impressive growth and paved the way for companies to take on a more formidable challenge, which was their participation in the global economy.

De Gaulle understood that France could be successful in facing the economic challenge by opening its borders. He also wanted to give the construction of Europe a political dimension. For him, Europe had to make itself heard on the global scene and it could only do this by expressing itself through the States of which it was composed. He did not think that the institutions created by the Treaty of Rome, the European Commission and Parliament, could eventually create a "United States of Europe." What

he wanted was for the governments of the six member States to closely consult between themselves in order to decide on common positions. He guessed that these common positions would be influenced by France's views, with the support of Germany, with which he tried to establish a close understanding. He thought that France, having lost its status as a large power, could indirectly recover it if French ideas were expressed under the European label.

This concept of "a Europe of nations" did not necessarily coincide with the ideas of other European States. Yet French leaders never completely lost sight of this interpretation of the European construction. For them, European policy would always be an indirect way for France to remain an influential power.

### **C/ THE CONSTRAINTS OF THE COLD WAR**

As soon as it appeared that the Soviet Union was barring all outside influences in the space he had taken control of in 1945, French leaders joined others in asking the United States for a permanent security guarantee. This was accomplished with the North Atlantic Treaty and the establishment of NATO. To this day, France has been a member and a faithful ally, even during periods of disagreement with America.

French opinion about the Atlantic Alliance was not unanimous. The Communist party, which represented a quarter of the population at that time, attacked France's participation. The Gaullists also opposed it; they thought the Alliance could involve the risk of France's submission to the United States and that France should remain free of acting as it wished. Part of the intellectual left believed that France should adopt a neutral position between the United States and the USSR. Many French, without going that far, followed de Gaulle in worrying about the methods of Atlantic integration. They feared the Alliance might, in extreme circumstances, pull France into a war not its own. Thus, in the 1950s, a disparate coalition was formed to fight against German rearmament and managed to get the French National Assembly to reject the European Defense Community (EDC) in 1954, which would have made this rearmament possible.

From this we see that, for the French, progress towards European unity is not always straightforward. Despite acceptance of the idea that unification is necessary, each

individual step towards this European project is examined and often criticized. In France, the potential exists for a coalition between part of the left and part of the right to block actions needed for the progress of the European process. This phenomenon is rare in other European countries. It is true that the negative power of these coalitions was drawn from the strength of the Communist party, from the influence of Marxist ideas and from popular Gaullist themes, such as independence and the refusal to submit to another power, (namely the United States.) Since then, the Communist party has lost its influence and the intellectuals who had presided over left-wing thinking split with the Soviet camp in the 1970s. Moreover, the attitudes of those who inherited the Gaullist tradition became similar to those of the rest of the French political world. Despite this, more than fifty years after rejecting the European Defense Community, at a time when the French seem to have understood that they could not survive without allies and partners, the European constitution was voted down by a referendum following a joint right and left-wing campaign to defend what was considered to be the French identity against European integration and globalization.

Within NATO, France has been a faithful, yet difficult, ally. It supported the United States each time common security was at stake, as during the 1962 Cuban Missile Crisis. However, it did not support political and military integration that hampered its freedom to act by leaving important decisions to Allied military staffs where the Pentagon was the dominant power. France questioned the “Flexible Response” strategy established by the United States which could leave Europe without an effective deterrence against the heavily armed Soviet Union. As for the Americans, they criticized the French atomic bomb as a sign of a lack of confidence in the United States and as a factor of imbalance in the strategic equation. As a result, the US did not help France to acquire the bomb, as it had done for Great Britain.

For France, NATO was a necessary protection against Soviet military strength. Yet, it felt that the role of NATO should not have been to intervene outside the zone that was defined by the North Atlantic Treaty, meaning the allied countries and neighboring territories. Nor should its role have been to impose common policies on its members which would limit their independence. In order to assert its autonomy, while still remaining in the Alliance, General de Gaulle withdrew French forces from the NATO

command in 1966, thereby ending American military presence on French soil. France remained bound to its obligation to assist in case of attack against an allied country, but free to decide how it would fulfill this obligation.

France's unique position regarding NATO was at least as politically inspired as it was militaristically motivated. It highlighted France's desire to follow its own foreign policy, especially concerning its relationships with the Soviet Union, the Middle East and Asia. It intended to pursue its traditional presence in the Arab world, and it was the first to establish official ties with Communist China while keeping its distance from the war in Vietnam led by Presidents Johnson, Nixon and Ford. France's unique position was naturally limited by its loyalty to the Atlantic Alliance and to its desire to maintain good relations with the United States. This did not keep the French governments of the 1980s from criticizing human rights violations in the USSR or from supporting American missile deployment in Germany in response to Soviet SS-20s. It also condemned the Soviet invasion of Afghanistan and the repression of Solidarnosc in Poland. And it did not prevent France from making Israel's security one of the major points of its Middle-East policy.

Some said that the fall of the Berlin wall and the collapse of the Communist regimes posed quite serious problems for French leaders. Suffice it to say, decision makers everywhere were left at a loss following such a sudden and far-reaching change. Those who saw things according to the old idea that everything in Europe stems from the nations' rivalry to dominate the continent, may have been briefly concerned by the increased power that reunification would inevitably bring to Germany. Perhaps some of the older generation reacted that way, at least for a short time. Had they forgotten that, since 1950, France and Germany had made a different choice, which was the choice of reconciliation and cooperation? Chancellor Kohl, who brilliantly crafted his country's unification, remained faithful to that choice.

The end of the Cold War also appeared to be a challenge for the United States, since it had established its leadership in the Western world on the division between East and West. The first president Bush, skillfully assisted by James Baker and a handful of other exceptionally brilliant diplomats, knew how to define a new role for the United States in Europe and even how to make the Soviet Union, which was then close to

imploding, acquiesce to new roles for NATO. The only path France could take was to focus more than ever on taking new steps towards the construction of the European Union and on the symbiosis between French and German policies. This symbiosis was maintained. Contrary to what is sometimes said, the fall of the Wall did not destabilize France; instead it confirmed the decisions it had made.

#### **D/ SOCIETAL CHANGES AND THEIR PRICE**

In the mid-1970s, both the French economy and French society were doing well. Efforts towards post-war modernization had been successful and the economy was benefiting greatly from the European common market. The right-wing majority had been in power since 1958 and remained there until 1981, although, from de Gaulle to Pompidou to Giscard d'Estaing, its "Gaullist" nature gradually decreased. Large disagreements with the United States subsided.

Because changes had been imposed from above by government officials and the administration's elite, there was a definite gap between a modernizing economy and a society that was still largely conservative.

The industrial boom had caused two major disruptions. First, there had been a massive call for immigration and an acceptance of "family reunification," the policy that brought families of foreign workers to live in France. Eventually, however, this created social and psychological problems. The "French dream," meaning going to France, succeeding and integrating, was no longer as easy to accomplish. Immigration was occurring all over Europe, but the problems associated with it were more difficult in France, especially because the Algerian war was still on people's minds.

The second disruption was the shift in population from the country to the city. Cities had a hard time adjusting, which is how the often shapeless and soulless new suburbs developed. Rural France of the past, with its small, provincial towns and cottage industries, seemed to be disappearing. Likewise, Catholic France of the past was no longer recognizable. Behaviors, but especially mindsets, changed as a result of urbanization, causing misunderstandings between generations. Families were no longer large rural clans but small units stranded in stained urban environments. A population

explosion caused a massive increase in the number of students in the education system, inevitably resulting in a decrease in the quality of teaching.

All European countries had problems resulting from immigration: the immense size of their cities, the difficulties of the urban poor and the increasing cost of social welfare. These problems were even more noticeable in France and, to cope with them, the country would have needed to a more sustained growth.

In the mid-seventies, however, growth of the European economies began to slow down, and France's economy was no exception. The gross domestic product per capita in Europe, which had been nearing that of the United States, stagnated at an average of 70% of that of the US and stayed there. Among European countries, in 2004, only Denmark had a per capita GDP that was as high as that of the United States.

Before 1975, all social classes had benefited from the economic growth. However, the years that followed were met with increasing inequalities. This trend continued even when the Socialist government came into power. The social ladder no longer worked as well as it had before. The number of wage-earners receiving the legal minimum wage tripled between 1981 and 2007. Granted, the minimum wage increased at a faster rate than the average salary did, which harmed employment.

Economic and societal difficulties are reflected in the mood of the French and in their attitude towards the State and politics. As the sociologist Michel Crozier said, the traditional French State was "a place for commandment." Given the new circumstances, it was becoming more difficult for the State to "command." All forms of authority were questioned. Historically, the French identity, like the State's authority itself, was linked to war. Due to mandatory military service, the possibility of war was at the heart of national identity. Reconciling with Germany brought the French, as well as the Germans, a sense of European unity, of peace and of resolving problems via compromise and consensus. Patriotism became more abstract. The young generation was no longer stirred by the sound of the Marseillaise or by the sight of the flag, which did not at all mean that it was not capable of dedicating itself to ideals. On the contrary, this generation is constantly proving that it is ready to dedicate itself to the environment, to humanitarian aid and to development in poor countries.



French society's readiness to separate itself into different groups created in some French a desire for a 'community-based policy.' Overall, though, France has not given in to this desire, as it goes against all of its traditions.

A crisis of authority struck part of the young generation as schools were losing their efficiency as instruments in consolidating French identity and as families were having a hard time compensating for that, given the social constraints under which many of them lived. This crisis came to a head in 1968. The anti-establishment movement of the time failed to change the political regime but made an impression on the country's spirit that lasts to this day. Deep down, the crisis was not solved. Family, religion, school, politics, unions and communities were no longer able to integrate the new generations, and therefore were not the reassuring power they had been before.

Uncertainties only increased as globalization went on, and this inevitably created the impression that the modern world did not give individual nations enough room to maneuver in order to defend their interests and to assume the responsibility of their choices.

#### **IV FRENCH IDENTITY AND GLOBALIZATION**

The questions that France asks itself the most these days and about which foreign countries also ask France have to do with change, adaptation and reform.

On the one hand, in French society we see a strong resistance to change. On the other hand, we see that many French feel a desire for reform and a feeling that change is inevitable.

Incidentally, whether in good faith or not, some of our foreign friends have a habit of criticizing our resistance to change, as if what they consider to be obstinate perseverance of the French made them really angry.

#### **Is French society still resistant to change?**

The French have always been fond of their distinctiveness as a nation. At certain times, this fondness has been wrongly perceived as a fear of change, as if change in itself might harm the national culture or endanger the French soul. Since the industrial

revolution, there have been some French who have refused to accept modernization and have pleaded for preserving a model from centuries past. Writers shocked at the ugliness of modernization praised the merits of old France - the France of small, provincial towns hidden from the social and moral perils of Paris; the France of traditional craftsmanship and quality work opposed to the poor quality of work brought by industrial mass production. In 1940, the Vichy government claimed that the reason for France's defeat was that the country had turned its back on its ancestral virtues, and it recommended that French society move backwards, in particular by "returning to the earth."

This backward-looking trend has always been the fact of a minority. It no longer exists today. Likewise, France's instinctive hesitations in the face of change did not keep it from fully participating in the arrival of a world dominated by technology, mass production, democratization and societal secularization.

Nevertheless, part of the nation is still apprehensive about the changes taking place in today's world. More than being opposed to change, this has to do with feelings of uncertainty and discomfort.

There is a discomfort with having to open up the economy and society. It is feared that immigration will lower the French standard of living and undermine the nation's cohesiveness. The dismantling of protectionism is thought to lead to loss of jobs and delocalization of industries.

There is a fear of standardization, which goes with globalization. This applies to areas as diverse as business law, accounting rules, company governance, consumer protection and technical standards for which France must adopt solutions that often come from the American system and differ from well established French practices. The French fear cultural standardization due to linguistic standardization and the generalized usage of English. This is a big concern, as the use of French language is tending to decline. Apart from its economic and military strength, are we to believe that culturally France is "fading away"? In response to this fear there has been a desire to enhance the dedication of the French to the defense of their language, to promote linguistic diversity and to draw on the solidarity of peoples around the world who have the French language in common.

There are concerns over removing protective measures, including social welfare, the powerful positions held by some unions and privileges guaranteed by law to some professions protecting them from competition in both French and international markets.

Given all of this, there is a vague feeling that change in today's world comes at France's expense.

In order for everyone to benefit from advantages of large-scale competition on a free market, adjustments are always necessary. One should do away with monopolies, prevent special agreements, make those with excessive incomes pay, open up restricted professions and tackle unjustified inequalities. The left-wing French, who fear bearing the brunt of these types of reforms, will protest that they are being denied their “vested benefits” and those that are right-wing will argue that these adjustments restrict economic freedom. Everyone will demand maintaining the privileges and protections from which they believe they have an indefinite right to benefit. Each of these groups has its support in Parliament and among voters.

For a long time, many French have been critical of this fear and regret that their country hesitates to take on reforms that would allow it to adapt to globalization. The need to change is widely understood by the government, the civil service, the industrial and financial sectors and by most economists. But the public at large does not yet see it, which is why it has not yet been expressed into a political movement. There are reformers, and since 2007 there has been a reformist president, Nicolas Sarkozy, but there is not really a reformist party. Those who believe that certain changes are necessary have often tried to introduce them in the least visible manner. As Michel Camdessus, the former Director of the International Monetary Funds, said, “In France, reforms occurs under a disguise.”

Accusations of French resistance to change are mainly made outside France. While justified in certain cases, these accusations are overblown. Beyond criticisms of certain conservative attitudes, that are sometimes warranted, what some of our foreign friends find annoying, and even intolerable, is the desire of the French to remain themselves.

France does not get away with anything. People watch for the slightest signs of French protectionism but do not notice that other developed countries cheat the rules to

protect their companies. Each specific initiative from France is treated like a lack of solidarity, while examples of US unilateralism are forgotten. Whenever a French head of state presents a doctrine that is a slightly different from the consensus of the West, it is immediately labeled as a display of ‘French arrogance.’ People wonder: For how long will we have to bear with the “French exception”?

The dilemma of adaptation and identity touches on all subjects. Let’s look at a few examples.

### **A/ FREE-MARKET OR STATE CONTROLS?**

This is the question on which France is the most criticized and also, admittedly, on which French prejudices are the most persistent. It is also the subject on which there is the most striking contrast between what the population instinctively leans towards and the policies that are actually followed.

#### Global consensus

It is obvious that the predominant doctrine today is: The “wealth of nations” results from the workings of companies. In order to maximize wealth, the State must interfere less with the economy. For reasons requested by the public good, the State may exercise regulatory measures but intervention must be strictly limited. A government working for its country’s economic success should decrease its spending and reduce the amount that it receives from taxes or other sources.

Since economies are interdependent, especially across financial markets, any infringements on this rule will be punished, in that capital will be transferred from the country that originated the infringement to those who are “better students of the class”. All in all, as the economist François Rachline said, financial markets are “the Rating Agencies of national governments’ economic policies.” And you’d better get good grades, because they are only given to those who follow the commandments of the free-market religion.

These are the commandments and France better take notice. France will always have something to say, though, in order to limit straightforward implementations of this “consensus.”

### Towards a free-market economy

France has headed and is still heading, today more than ever, towards a larger free-market. France has a lot of experience with State intervention in certain professions, in different industrial channels, in economic management and, overall, it never had to regret it. But France has recognized the virtues of market-driven arbitration. It has experienced firsthand the advantages of a free-market economy with the success that its economy has derived from European integration since the 60s. It has made a lot of progress in deregulation and privatization and abolished many of the state controls on the economy. It eliminated foreign exchange controls, bent to the franc's convertibility and fought for the creation of the euro. It liberalized foreign investment and deregulated the airline, steel and trucking industries. It opened the post office and telecommunications to competition and encouraged European competition in all main branches of industry and services.

Progress towards a free-market economy was briefly interrupted when François Mitterrand was elected President of the Republic in 1981. His government set about implementing a program of widespread nationalization. After two years, the socialist government realized that France could not both return to a system of state control made worse by inflation and, at the same time, encourage its companies to compete in the common market. It also could not at the same time pursue the franc's participation in the European monetary system. In 1983, François Mitterrand decided on a drastic turnaround, which included strict budget controls, moderation in wages and a strong currency.

The fact remains that, for the French, the State has never really been the enemy. It is often disparaged in day-to-day business, and its initiatives are often subject to the endless criticisms of the French. Overall, however, it remains prestigious. Some twenty years ago, the brightest young French dreamed of becoming civil servants, and not of working in private industry like young Americans do. An American businessman was very surprised by this, saying: "Ideologically, this is very unique and quite strange to me. Personally, I have a hard time understanding it." This man would be much reassured, as things have changed in the past ten or twenty years. French business schools are tending

to outpace schools where high-level civil servants are trained, although these, “strangely” or not, are still quite prestigious.

#### What is still criticized

Since the Mitterrand years, the French government has kept pursuing the free-market. The economy has become better and better adapted. Competition is still a bit frightening but most of the largest companies have become very good at it. Gradually, the French economic system has lost many of the characteristics that differentiated it from a pure market economy.

The governments, however, had a hard time keeping under control state spending and the expenses of the solidarity systems, in particular, health insurance and retirement benefits, because of increasing life expectancies and the rising cost of healthcare. Government spending accounted for 54% of the gross domestic product in 2006, which was proportionately equivalent to Belgium and Finland, lower than in Denmark and Sweden and much higher than the rates reported by the United States and Great Britain. Government spending has resulted in higher taxes and persistent budget deficits, which increases the government’s debt.

Those with conservative views blame government intervention in private sector activities and the lack of flexibility in the job market.

On this first point, the “industrial policy” that had been so successful in the past came up against criticism from France’s partners and from the European Union. Traditionally, in the French mindset, rescuing companies in trouble is part of a duty of solidarity, on which the State’s responsibility for the economy is largely based. The French have no intention of giving up the idea that the government’s tasks are to rectify inequalities and to help marginalized populations. Thus, the French often clash with the European Commission which is responsible for maintaining competition and limiting State aid to industry. The French government, like other European governments, suffers from having to submit to these controls, but recognizes that they must be upheld. In 1999, the socialist Prime Minister Lionel Jospin was himself forced to admit during an employment crisis at Michelin, that, at this stage, “the State cannot do everything.”

Maintaining a high level of social services is still, and will remain, imperative for all French governments, whether they are left-wing or right-wing. It is up to them to find a way to reconcile this need with the constraints of European and global competition.

Another criticism made about France is that its employment market is not flexible and that the system does not encourage job creation. Do companies have the freedom to hire and fire or, once hired, are employees entitled to a complete guarantee? Unions and young people who are struggling to find a stable job have resisted pressure from employers, who point out that making it difficult to fire employees deters employers from hiring, thereby contributing to unemployment. This is a difficult debate, since employees feel that the economic policies of business owners consist of relying on a continuous decrease of real wages to save their businesses.

In addition, the relative lack of French growth stems from the amount of hours worked, which is less than in other similar countries and was reduced with the 35-hour week, and from the weak job rate. These shortcomings are only partly compensated for by worker productivity, which is among the highest in the world.

#### Free-market – a choice from the mind, not from the heart

France's decision to adopt a market economy is irreversible. Over the course of the five-year presidential term that has just begun, we will undoubtedly see France take it further and further. For a majority of the French, this was undoubtedly a course set in their heads, and not in their hearts. The French vote for parties which, for the most part, favor a market economy. But, when they are surveyed to see if free enterprise and a market economy are the best, only 36% say yes, (as opposed to 65% in Germany.) The word "liberal," as in "liberal economy", still has a negative connotation to it and very few politicians dare stand openly for it. High-level political leaders have been overheard saying that, these days, a free market is dangerous to democracy. There is therefore an obvious contradiction between what the French do, in terms of creating a free market economy and reducing state controls, and what many of them feel, which is a strong suspicion of capitalism, no doubt a throwback to the past.

## **B/ GLOBALIZATION**

Here again, there is a difference between fact and myth.

### Facts

In fifty years, France went from a position of strong protectionism to a wide opening up. It did the country much more good than harm. Moreover, France is not a particularly vulnerable country in terms of free trade. Only 25% of its economic activity and 20% of its jobs depend on exports. Only 2% of job loss in France is due to job relocation.

France being the second largest exporter of services in the world, liberalization of services is clearly in its interest. Fortunately, the European Union achieved that goal following a Homeric argument over the case of the “Polish plumber.”

Likewise, it is in France’s interest to encourage direct foreign investments in France and French investments abroad. It is well-positioned to receive foreign capital and it is taking specific actions to further strengthen its capacities position in this area even more. It is already the third largest receiver of foreign capital. The flow of foreign investments in France more than doubled between 2004 and 2005, increasing from 19.6 billion euros to 40 billion euros. France is fourth in the world in direct foreign investments. Over the last ten years, the amount of outgoing capital for long-term investments was higher than the amount of incoming capital each year.

French companies are also well-placed for cross-border mergers and acquisitions. A large portion of the French economy is highly globalized, in particular, the large firms. Four-fifths of the profits of Paris’ CAC 40 stock index companies come from abroad. Investment by these companies is stagnant in France but is increasing abroad. The same thing is true in terms of job creation. Almost half of the capital of the large French conglomerates is held in foreign pension funds.

The case of these large, successful French companies is different from that of other firms. Their markets, investments, jobs and profits are all outside France. This bothers some of the French but it is not certain this it is bad for the French economy.

What France lacks most is an adequate commercial presence on some foreign markets. French companies are not strong enough in China, India or Brazil. In these emerging markets, France can succeed thanks to its larger, technologically advanced firms. What it really needs, though, is to diversify its offerings and develop the activity of



small and medium sized companies, among which some are innovative and able to act in the global market.

Globalization has made it difficult for formerly nationalized companies to keep the privileges that were associated with their monopolistic situation. During a transition period, they made profits thanks to a closed national market that they were not obliged to open. Times have changed. Ex-nationalized monopolies make their way on the open seas of the global market like all the others and have hardened themselves by complete submission to competition.

Globalization is vital in research and development. Having laboratories abroad is not the same as relocating. Laurence Parisot, who represents French CEOs, explains that a French company worthy of this name should have one lab in France, one in China and one in the United States.

### Myths

While France does not suffer any more than other countries from globalization, it does worry about it more.

The attitude of the French towards globalization is similar to their prejudices against the free-market. Some French politicians think that globalization forces on France an economic model that is not its own. Therefore, France risks losing its soul. By making globalization responsible for everything, some politicians ran the risk of encouraging the population to run from its own responsibilities and to look for scapegoats outside France.

People fear globalization because they think it will entail low salaries, unfair working conditions and unethical practices as in some of the developing countries. Towards foreigners, especially foreigners with very different cultures, the French are curious and generous, but also wary. Some tend to believe that on this, as on other subjects, it is the Americans that are to blame. In every era of history, those who fear opening up to the outside world think that it is being imposed by those who will benefit from it the most, that is to say, the most powerful country. Resentment is building towards “free-trade imperialism,” as it was called in the 19<sup>th</sup> century with respect to Great Britain. So the French think that globalization, which they confuse with Americanization, comes from America, and that it is imposed on them by “American imperialism.” Yet, you only have to look at what is happening in America with regard to job loss, Chinese

currency dumping and Mexican immigration to understand that also the Americans are worried about globalization. Let's not forget John Kerry's 2004 campaign against job relocations to China and India.

### **C/ INTELLECTUAL PURSUITS AND ARTISTIC CREATION**

There exists what some people refer to as "the French exception." There is also the "cultural exception" and this is the exception that the French really cherish.

This expression means that when business, trade and investments are regulated, it is important to remember that certain goods are, by nature, different because they are creations of the human spirit. Works of art, performances, music and literature all fall into this category. Works of the human spirit are not like other products and the normal rules cannot be applied to them without there being some adjustments.

Jack Lang, Minister of Culture under François Mitterrand, passed a law making it illegal to sell books below a certain price, set together with the industry. The aim was to protect independent bookstores, which, without this law, would have been crushed by the competition from the big bookseller companies. This measure was totally contrary to the European principle of free competition but it was accepted because it was recognized that, from the point of view of defending culture, there was an obvious interest in keeping a network of independent bookstores.

At France's request, the European Union fought for movies and other cultural products to be exempt from the provisions in the 1994 GATT agreement. France won its case and the exception has been maintained to this day.

These issues are not at the center of international discussions today. For the staunch supporters of a totally free market, this "exception" is shocking. As for the French, they believe that there are values, ethics, philosophies and cultures that transcend economic rules. As converted as they are to the laws of markets and competition, they have a hard time putting culture on the same plane as the economy, which is to say, as profits.

Another point over which the French have battled is cultural diversity. The French wanted international authorities to add linguistic and cultural diversity to the list

of things that must be preserved in the interest of all mankind. A significant portion of the text that France drafted on this subject was adopted by UNESCO's General Conference in 2007. This is yet another fight that the Americans and several others find difficult to understand. They see it as a quixotic battle against windmills. You cannot fight against everything. Perhaps this particular windmill, however, or this fight against cultural uniformity and in defense of distinct languages, is worth breaking a few swords. Generally speaking, our English and American friends do not like to admit that a serious country like France spends so much energy defending an idea as abstract as that of cultural diversity and that it is so insistent on maintaining its culture and its language. French efforts on these fronts are sometimes made fun of abroad, especially in the United States and in other English-speaking countries. The English language does not need people working hard to maintain it. It defends itself. In any case, the sneers do not weaken the convictions of the French.

#### **D/ BUILDING EUROPE**

When the French are told by their leaders that they must accept a market economy and free trade, they let themselves be convinced. They cannot help, however, but miss the protection of the State, which creates projects and distributes aid. Their support of European openness goes together with a suspicion due to France's decreased sovereignty, which is the inevitable result of European rules. The French were right to reconcile with the Germans and to build an economic community with the other Europeans but it is not possible to both reap the benefits of a market the size of a continent and to remain totally free to act. The French wanted to believe their leaders who said that it was possible to create a European community without affecting the sovereignty of the States that comprised it. It was "the Europe of nations." But inevitably, more and more responsibilities were transferred to the community. In many domains, the States no longer have the right to act. Examples such as trade negotiations and regulation of the fishing industry come to mind but there are many others. Unjustified State aid to industries will cost members heavy fines, which they are obliged to pay. The Court of

Justice of the European Community is continually refining its case law that widely interprets the principles of free competition and “national treatment.”

European institutions reached their peak efficiency in the 70s, as reconstruction and modernization were completed and as other new difficulties were arising, including the oil crisis, a slowdown of growth and immigration problems. This was also the time when the European Community began to expand. Having only just been admitted into Europe, Great Britain questioned the conditions of its membership. From there, spread the horrible idea of “juste retour,” whereby a country in the Community has the right to receive earnings back from common policy revenues equal to the amount of financing that it had given the community. The public readily accepts the idea but in fact it negates the whole idea of community.

France is still dedicated to the idea of Europe, but the increasingly complex rules and procedures make it difficult for citizens to understand the way in which European institutions deal with the problems that affect them. A veil has therefore formed that is becoming increasingly opaque. Politicians, authorities in Brussels and the public are forever playing hide-and-seek with each other. Politicians did not sufficiently inform citizens of community affairs and took the easy way out, which was to blame Brussels for the difficulties experienced by the French. They played the European game for matters where Europe was useful to them, but they took a purely nationalist orientation on subjects that were close to their interest, thereby making European policies difficult to adopt. Wouldn't it be better today if, for example, Europeans agreed on a plan for energy independence and sustainable development that they could develop and carry out together? This is not the case. It must be said that France is not alone in reserving its most strategic issues for national decisions and leaving the other subjects for Europe to deal with. Other countries take advantage of Europe when it suits them.

When the fall of Communist regimes created the possibility of the European Union expanding to the whole continent, the Union was preparing to deal with topics that were at the heart of sovereignty – money and defense. As was the case with Monnet and Shuman's initial project, it was the French and the Germans who put forward this project. The elite and the bureaucrats in both places were more involved than the rest of the country, though. People were skeptical of the two projects, especially of the monetary

Union, the creation of the euro. The majority of Germans were not enthusiastic about this historic step forward for Europe and, in France, it was only approved in a referendum by a very small majority.

While the euro has been a big success objectively speaking, citizens of the countries that adopted it were only partly convinced. The other step, which was the expansion of the European Union to twenty-seven member States, worried many French, who were afraid of competing with economies that had lower salaries and lower costs. Moreover, at a time when relations between the West and the Muslim world have been at the center of attention, the idea of membership for Turkey stirred up many public doubts.

Even without Turkey, the changing size of the Union makes it difficult for European institutions to function as they are today. Therefore, it was decided that they would be renovated. A Convention drafted a “Constitutional Treaty,” which was presented as the grandiose announcement of a sort of federal State, but which in fact reformulated already approved principles and brought useful modifications to the Union’s institutions in order to facilitate decision making and foster relationships outside the Union. This immense, unreadable and incomprehensible text was put to a vote. The appeared again, in France, an unlikely coalition among those who oppose change and resist the opening up of French society. Some feared that openness and international cooperation would prevent France from existing as a nation; some wanted to refuse the free-market game and retreat into a self-sustaining Socialism; others pretended to oppose the eradication of the French identity and the domination of “American imperialism.” The French “no” vote on the referendum threw the European Union into a crisis, from which it was able to recover thanks to the joint efforts of German Chancellor Angela Merkel, the new French President, Nicolas Sarkozy and leaders of other member countries. More recently, the Irish “no” vote has led to other difficulties.

#### **D/ HIGHER EDUCATION AND RESEARCH**

In the domain of higher education and research, the French are most convinced that things cannot remain as they are and that fundamental reform is necessary. In

contrast to the lack of activity which lasted until just a few years ago, there is a noticeable excitement these days around new projects and experiments.

In this domain, there is no French exception. There is a European shortage. France, Germany and Italy, all of which have wonderful traditions of university education, have fallen behind to various degrees compared to the United States and Japan, as much for the quality of higher education as for research. Actions that should have been taken to that end, either by individual European countries or by Europe collectively, did not at all reach the level that they should have had.

### Universities

The French realize today that there are not enough university graduates in their country. The percentage of graduates with respect to the population as a whole is lower in France (23%) than in the United States or in Japan (37% and 36% respectively.) According to a study by the OECD, only 15% of the workforce in France has a higher education degree, compared to 25% in the United States.

Overall, instruction in French universities had historically been of a very high quality. Instruction is no longer efficient, however, and a large proportion of students leave university with no degree. The quality of instruction is not at fault, for it has remained high. The main problem is the lack of means, which is made worse by a centralized and bureaucratic administration.

Everything in French universities is paid for by the central government. The State covers 85% of the universities' costs and another 12% comes from tuition. This means that almost nothing comes from private sources other than students and their families. These percentages are similar to those of other European countries. In the United States, however, only 45% of university costs are covered by the government. The rest comes from tuition, which is much higher than in Europe, from generous private donors, often alumni, from joint initiatives between companies and teaching establishments and from contributions from Foundations. These sources make a budgetary contribution equal to that of the State. This means that, on average, American universities spend twice what is spent per student in Europe. This is what gives American universities well equipped libraries that are open at all hours, a seat for every student in the lecture halls (a French student's dream,) offices and archivists for professors and theaters and sports fields

worthy of their names. It also provides the universities with resources which allow them to offer financial aid to the poorest students.

Like primary and secondary education, French universities were traditionally centrally run by the national Ministry of Education. The French government heads up an army of 1,300,000 civil servants, the majority of whom are teachers. Such a gigantic machine is impossible to manage, controlled by competing and highly politicized unions. It is governed by rules that are so inflexible as to be paralyzing. The current salary rates, which are set by the government, prevent French universities from attracting the most successful teachers from other countries.

The French have been aware for forty years that their system of higher education needed renovation. Around 1960, the gap between French educational establishments and foreign ones, especially American, was noted. There followed a great deal of pondering. Alain Peyrefitte, a close aide to General de Gaulle, inspired all of the ideas that were meant to return French universities to their former prestige: cooperation between research and teaching, links with companies and university autonomy. France's student population also wanted change, but of a different type. Their reform projects turned into revolutionary fantasies. The student revolt of 1968 almost overturned the political regime. Afterwards, the French government tried very hard to build a more effective university system. Because both the word and the idea were in fashion, universities were proclaimed "autonomous." It was not real autonomy, however, because while it theoretically gave universities freedom to make their own decisions, it did not give them the financial means to do so. This artificial autonomy encouraged the creation of new teaching units. The former system suffered from the enormous size of its largest universities, (before 1968, there was just one university in Paris.) After the law of 1969, however, establishments broke apart creating several universities within the same medium or small city, none of which were large enough. There was a myth that all universities were of equal merit and that their diplomas were all equally valuable. Moreover, so as not to upset the ex-revolutionaries of 1968, universities avoided any connections with business, which was thought to pollute higher education by introducing profit-oriented motivations. All admission requirements needed to enter university were eliminated and power in universities was placed solely in the hands of the teaching staff.

This has been the situation since 1968. No one dared change the system, although everyone knew perfectly well that it was fundamentally flawed.

Today, everyone knows that it should really change. It will be difficult, but the new ideas of the 1960s are still new ideas, since they were never applied. There are many reformists among university presidents and the directors of the “grandes écoles.” These “écoles” are small, elitist, selective and generally expensive schools trying to push themselves forward on an international level due to the high quality of their teaching. In terms of university renovation, all that was formerly taboo for the majority of teachers and for student unions nowadays is part of the debate. This includes internationalizing curricula and staff, creating links with industry, giving a specific focus to medium-sized establishments, combining small universities, raising private funds and introducing non-teaching staff onto boards of directors. The key word is autonomy. The government is taking this seriously. The first law passed after Nicolas Sarkozy was elected reinforced university autonomy by diversifying the make-up of boards of directors. It stipulates that every university, if it so desires, will own its property and buildings, will be free to set its own recruitment policies and manage its own staff and will be able to borrow funds. However, the most important thing is still missing, funding. This includes public funds, at both the national and local levels, and private funding, that could be generated through the development of partnerships with the business world and through encouragement of donations.

### Research

Here too, the current situation is not favorable.

Financial resources allocated to research are insufficient. France dedicates 2.2% of its gross domestic product to research, a figure which is steadily but slowly increasing. The United States and Sweden allocate 2.63% and 3.75% of their GDP, respectively, to research. Also, French researchers register fewer industrial patents than other developed countries.

We know what must be done to improve this situation. Firstly, reform the large, public research organizations that are bureaucratic monopolies with no structural ties. They combine the adoption of programs with their implementation. Secondly, remove



barriers between researchers and universities and between the two of them and businesses.

*Research and universities:* Increased university autonomy is critical for universities to be able to take the place they deserve at the center of research operations. Once autonomous, universities should choose a particular focus. The government is currently looking to encourage universities to group together, since France needs large, general universities in order to maintain relations with higher education institutions abroad.

*Research and business:* Partnerships between laboratories and businesses are developing, though slowly and with difficulty. Companies employ too few university researchers. Here, too, the current trend is towards changing these bad habits.

#### The Lisbon strategy

Europe is aware that it is lagging behind compared to other regions of the world, especially to Japan and the United States. In 2000, the EU Heads of State and Governments adopted the “Lisbon Strategy.” They set themselves a goal of making the European Union the “world’s most competitive and dynamic economy” by the year 2010. If these goals were to be reached, far more money would have to be spent. European countries, however, have fallen considerably behind with regard to the goals set in 2000. France bears some blame for this, but it is not alone. Nicolas Sarkozy’s government wants to take the steps needed to fill the existing gaps. Will the economic and budgetary situation allow for a sufficient increase in research funds in the State’s budget?

Regarding private sector contributions, it is encouraging to note that these days civil society is very concerned about the lag in research efforts. Larger schools now do more fundraising and create business chairs. Likewise, higher education establishments that are moving towards internationalization are looking into the possibility of research cooperation.

## **F/ ORGANIZING AN INTERNATIONAL SOCIETY AND RELATIONS WITH THE UNITED STATES**

During the past century, there have been numerous examples where the French have not aligned with opinions prevailing in the West. They were those who objected. The French recognized the Communist government in China before the other allies; they practiced an “empty-chair policy” in Brussels to convince their partners to adopt a common agricultural policy; they criticized the war in Vietnam; they objected when England wanted to become a member of the European Union; they consistently highlighted the Israeli-Arab conflict as the key to Middle-East problems and they advocated the creation of a viable Palestinian state; more recently, they strongly disagreed with the launch of the war in Iraq.

These examples show that spectacular demonstrations of independence do not always coincide with the period when de Gaulle was at the helm. Before and after him, from the 1950s through to the presidencies of Mitterrand and Chirac, France has been known to disagree with views held by the majority of allies whenever its people thought it necessary. De Gaulle’s Gaullism, which was partly a response to the difficulties and humiliations of the war, was no longer justified. Yet, we still see, and will continue to see, a French uniqueness as well as a French will expressed by leaders who are not followers of Gaullism.

French politics cannot be reduced to these idiosyncratic outbursts. In the daily work of international organizations of which France is a member, including the UN Security Council, the European Union, NATO and the G-8, France shows the best spirit of cooperation. It diligently creates compromise solutions, especially in the UN Security Council. It is deeply involved in the fight against terrorism and in the prevention of nuclear proliferation.

So, what does France want? It wants to build a world with rules.

Rules of globalization. This has to do with democratizing globalization. We should consider the needs of the poorest countries, the protection of the planet and the need for a minimum level of stability in light of market unpredictability.

Rules on the use of force. This means that a country, be it the most powerful and the most democratic, cannot seek out justice for itself by engaging in offensive measures against another country, even if that country is the worst of dictatorships, without international consensus delivered by the Security Council. This was the issue of the

debate in 2003 on the Iraq war. An argument between allies is never a good thing, and this one was particularly heated. In any case, the French basically understood Jacques Chirac's position, opposing such unilateral action, which left a strong impression on Europe and the rest of the world.

A less hegemonic and more balanced world. One of the most damaging arguments to relations between France and the United States is about "multipolarity." This idea is often brought up by the French. It is strongly contested by current American leaders who see it as the symbol of a program designed to weaken American positions. That is not the point. At this stage in globalization, however, with the rise of countries like China and India, is it realistic to resist the idea that the world can have more than one center of power? Who wants a unipolar world today? China? India? Russia?

The French respect the United States when they call themselves "the indispensable nation," but they think that today's world needs not one, but several "indispensable nations," which would, incidentally, be in the interest of even the largest of them. As powerful as a country is, it always needs more friends and needs to learn how to work with them.

Respecting the laws of international institutions and cooperating with them. Strength is not everything. France, which is a medium power but is experienced and listened to, has a certain "soft power" and can contribute to the renovations of global governance. Along with other countries, it can work to reform international institutions by offering original ideas. France has always worked for the reduction of poverty and respected the sensitivities and needs of developing countries. Hence it can work to associate them to the reform of the world system.

Each institution has its role. NATO can be the strong arm of the international community if the UN gives it a specific mandate to reestablish or guarantee peace in particular cases, but the Atlantic Alliance should not be a substitute for the United Nations when it comes to making basic decisions on questions of international security.

As Boutros-Boutros Ghali stated in a recent article, the world's distress comes from the lack of a master plan. France's role can be to contribute to making up for this disarray and to finding new concepts.

A last word on relations between France and the United States. The question goes beyond a relationship between two countries. France does not have a chance of being heard by itself if Europeans are divided. On the other hand, it is not possible to preserve European unity when there are serious disagreements between France and the United States. France must therefore work to get closer to the United States and also work to better match its positions with those of its European Union partners.

These are ideas that the present French government headed by President Sarkozy is particularly well placed to put into action.

### **V TIME FOR CHANGE**

There are two ways of defining the situation in France today.

One way is by preaching for alignment. France, as it is today, is presented as being in transition to the degree that France's positions and ways of doing things would essentially become identical to those of other democratic and industrialized countries. Finally, then, France will be the good student.

“Good for you, France,” say those who see things this way. “You’ve brought yourself closer to NATO and you’re showing signs of friendship toward the United States. You’re working with the United States, Germany and Great Britain on a common policy towards Iran. You are upholding and increasing your support of the war in Afghanistan. You accept free trade and you are playing the competition game by submitting to the injunctions of the European Commission. Little by little, you are letting go of the protective measures that your laws provided for certain unprofitable activities. Your companies are modifying their accounting rules and submitting to strictly comply with Sarbanes-Oxley law in order to have easier access to the American market. The portion of your national income held by salaries is decreasing while the portion of capital income is increasing. With a little more effort, you will be the same as the others in every way. You will come to understand that a social protection system the size of yours is not sustainable in today’s world and you will privatize it like the other activities. Finally, French uniqueness will be nothing but a memory.”

This interpretation of French change risks generating false hope abroad and, therefore, disillusion.

The correct way to think about this involves noting that France has changed in certain areas for specific reasons, but that it has never given up its right to define and defend its own positions. Because of market permeability and the irresistible nature of competition, the French have had to submit themselves to some rules and norms that did not suit them. Having weighed the huge advantages of the European Union against the constraints that it entails, especially regarding the role of the government and the rules of competition, France chose to follow the law of the European Union. But it fights heartily within the European Union, the OECD and the WTO for solutions that do not penalize its companies and its citizens. In international policy, France has changed certain attitudes because they either no longer corresponded to the current situation or because pursuing priority aims led it to revise its position on less crucial points. For example, French leaders realized that it was absurd to emphasize “European defense” without understanding that, for all of our European partners, this defense is largely identified with NATO. If you are not careful, you end up preaching in the desert. Another example is that there is no use in offering to advance negotiations on Palestine based on just principles, including the retreat from occupied territories and self-determination, if you do not provide proof of your real commitment to Israel’s security. Certainly, there have been changes, but they do not put an end to the specificities of the French position.

“The French exception,” as it was known in de Gaulle’s time, no longer exists. But a French uniqueness does still exist - a French view of the world and a will to act in order to change things. The exception of that time was enhanced by Communist and Gaullist influences. These two trends led to a preference for the government to play a strong role in the economy, to a distrust of global competition and to deep fear of a weakening of French identity. They also fed a definite hostility towards American leadership.

In the 70s and 80s, a right-wing President, Valéry Giscard d’Estaing, and a left-wing President, François Mitterrand, oriented the French political scene towards models less different from those followed by other Western countries. From this point of view, the recognition by the Socialist government in 1983 of the necessity of a market economy

was a huge turning-point. French politics became less ideological and moved slightly in the direction of partial reconciliation between the left and the right. One could imagine that some of the large disagreements, which, in one way or another, had been going on since the 1789 Revolution, would be less acute.

When he was elected, President Sarkozy, hoping to benefit from such a trend, proposed “opening-up” his majority to the left-wing opposition.

During the last twenty years, the accelerated rate of globalization, societal changes, persistent unemployment and increased immigration fed fears that the government has not been able to ease. The governing parties lost ground to extremists. The fascist right grew by exploiting xenophobia. The extreme left, with its anarchist leanings, cultivated hostility towards globalization and the market economy, denouncing them in a rather demagogical way under the label of “ultraliberalism”. It played the traditional role of the Communist party, but could not expect to form a government alliance with the Socialists.

Weakened by the rise of extremism, the leaders of the moderate left and the moderate right had a very hard time introducing reforms in the system of social protection and in the functioning of the government.

The French have always had a hard time with reforms. One of the reasons for the French Revolution was the King’s inability to make the ruling classes accept the changes that were actually in their interest as well as that of the monarchy. There is a real reticence to consensual change through democratic negotiations. In France, societal relations have often been characterized by confrontation.

Due to reforms that were not made and reforms that were announced but then failed to happen because the government stepped back in the face of protests and strikes, people have become altogether skeptical of the very possibility of change and of the effectiveness of politics. This feeling peaked in the first round of the presidential elections in 2002, when Jean-Marie Le Pen, the leader of the xenophobic extreme-right, received more votes than the Socialist candidate and therefore, competed with Jacques Chirac in the run-off. This vote was humiliating and created a shock. The effect did not last, however, and the skepticism persisted. The Socialist party was not able to face the causes of the serious failure it experienced in 2002. It is obvious to many left-wing

French that the party lost touch with reality, in that it did not want to face the main question, that is: “In today’s world, is it reasonable or credible to hold on to a vision based on rejecting capitalism and market economies, a vision that other European Socialists discarded a long time ago?”

The protests of the young generations and the underprivileged came to a violent head in 2004, when plans to change the rules of employment were met with violent demonstrations. Then, in 2005, as mentioned above, a coalition of the right and left rejected the “European Constitutional Treaty” in the referendum.

In the past few years, the overriding feeling seems to have been disgust for politics and a refusal to become involved in it. However, signs to the contrary have appeared. Within each party there are activists who blame party leaders for their inability to find new ideas and new ways. Contention has grown against the way in which the debates unfold in each party. Everyone criticizes opposition to change. Implicitly blaming his own party, Nicolas Sarkozy called for “the end of decades of lack of change, half-measures and alternating between taking initiatives and stepping back.”

Significant changes have been made to the style of political discussions. New techniques were adopted, such as direct questioning of candidates by voters and regular use of emails. The Socialist candidate in particular, Ségolène Royal, upset her party’s habits by highlighting her colleagues’ outdated way of doing things, in contrast to her own. She indirectly blamed their lack of realism by mentioning “the positive effects of globalization” and by declaring that there was a need for “Socialism that will take on reality.” She did this, however, without pointing towards the market economy as the consequence of the realist posture she advocates.

The result of these diverse innovations of style and content was that, suddenly, in the lead-up to the 2007 presidential election, the French who had been so blasé and skeptical became passionate about politics again. There was record attendance at public meetings, huge audiences for televised debates and higher voter turn-out, all of which point to such revival.

What does this all mean? It means change. The idea that changes needed by the country must be started as soon as possible has taken root. Without a doubt, the French

want change, even if, of course, they do not immediately agree with each other on the types of changes. There is a possibility of agreement, though, along general lines.

As mentioned, the government appointed by President Sarkozy has started university reforms by taking the first steps towards autonomy. It has investigated much needed improvements to the quality of teaching in primary education. Working with the unions, it succeeded in changing retirement plans, which Jacques Chirac was not able to do during twelve years in office. Also in cooperation with the unions, the government initiated negotiations on the reform of employment contracts, with a goal of giving the employment market more flexibility and thereby facilitating business' hiring decisions. The government has appointed teams of experts to work on more ambitious reforms, which tend to eliminate the numerous obstacles that stand in the way of increased growth within the French economy. On an international scale, the government has shown a desire to pursue Franco-American relations more in line with the past tradition of friendship and alliance and has set a goal for France to participate more fully in NATO. As previously mentioned, this government was able to put an end to the catastrophic situation into which the European Union was thrown following the French "no" vote on the European Constitutional Treaty.

The goal of the reforms should be to adapt French economy and society to the modern world and the international environment without compromising their uniqueness. In France, there are some, but not many, who believe that the free-market is the devil. Others recognize that market economy is generally beneficial, but they keep their eye open on its undeniable faults, looking for ways to fix them. There is a "third way" at the end of that road. This way would be to reconcile the realists who accept the free market and the romantics who scorn it. This third way must be the European way, and France would be particularly qualified to inspire Europe towards this idea, an idea which Tony Blair has called for without really being able to express it properly.

The French will always firmly reject automatism and believe in political will. No one can make them believe that the market disqualifies the State or that politics no longer play a role. That goes against the whole French history of. The French will always believe in the role of the State and in the importance of politics and, therefore, in democracy. They think that solidarity and protection of the weak cannot be abandoned



under the pretext that worrying about them will harm the invisible hand of the market. For the French, economic freedom should not hamper either social solidarity or proactive politics.